



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE
DANS L'UEMOA 2021**

Novembre 2022



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
Direction des Statistiques
Service des Travaux Statistiques

RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2021



Novembre 2022

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES	3
AVANT-PROPOS	4
RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	6
1.1 Environnement international	6
1.2 Environnement interne	7
II. PAYSAGE BANCAIRE DE L'UEMOA	8
2.1 Activité bancaire	8
2.2 Marché monétaire	9
III. CRÉDITS MIS EN PLACE	10
3.1 Montants des crédits mis en place	10
3.2 Evolution des taux débiteurs	17
IV. DÉPÔTS À TERME DANS LES BANQUES	22
4.1 Montants des nouveaux dépôts à terme	22
4.2 Taux créditeurs des dépôts à terme	24
CONCLUSION	25
ANNEXES	27
LISTE DES ANNEXES	27

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

	<i>Page</i>
Graphique N°1 : Taux d'intérêt du marché monétaire	10
Graphique N°2 : Structure des crédits mis en place selon l'objet dans l'UEMOA en 2021	11
Graphique N°3 : Évolution de la structure des crédits selon la catégorie de la clientèle en % (UEMOA)	12
Graphique N°4 : Structure des crédits suivant la durée en 2021 en % (UEMOA)	12
Graphique N°5 : Durée moyenne des crédits suivant l'objet en 2021 dans l'UEMOA (en mois)	13
Graphique N°6 : Structure des crédits selon le statut juridique en 2021 (% UEMOA)	13
Graphique N°7 : Structure des crédits suivant la localisation géographique du bénéficiaire (en %)	14
Graphique N°8 : Structure des crédits suivant la catégorie de ménages (% UEMOA)	14
Graphique N°9 : Structure des crédits selon le genre en % (UEMOA)	15
Graphique N°10 : Structure des crédits suivant la taille des entreprises en 2021 (% UEMOA)	15
Graphique N°11 : Structure des crédits par secteur d'activité en 2021 (% UEMOA)	16
Graphique N°12 : Structure des crédits selon le domaine d'activité de la NAEMA en % (UEMOA)	16
Graphique N°13 : Structure des crédits suivant la localisation géographique du bénéficiaire (en %)	17
Graphique N°14 : Évolution du taux d'intérêt débiteur moyen dans les pays de l'UEMOA (%)	17
Tableau 1 : Quelques indicateurs macroéconomiques de l'UEMOA	7
Tableau 2 : Répartition des établissements de crédit par pays	9
Tableau 3 : Evolution des crédits mis en place par pays	11
Tableau 4 : Taux débiteurs moyens selon l'objet du crédit (UEMOA en %)	19
Tableau 5 : Taux débiteur moyen selon l'objet du crédit	13
Tableau 6 : Montants des dépôts à terme effectués par pays (milliards FCFA)	23
Tableau 7 : Taux créditeurs moyens des dépôts à terme par pays (UEMOA)	24
Annexe 1: Refonte du cadre de collecte et de traitement des données sur les conditions de banque	
Annexe 2: Tableaux sur les crédits et les dépôts dans les pays de l'UEMOA	

AVANT-PROPOS

La BCEAO réalise, selon une périodicité mensuelle auprès des banques installées dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), une enquête sur les conditions débitrices et créditrices appliquées à la clientèle. Les indicateurs calculés à partir de cette enquête permettent, entre autres, d'apprécier l'impact des mesures de politique monétaire sur les conditions de banque et font l'objet de diffusion à travers le site internet de la Banque Centrale. A la faveur de la modernisation du dispositif de collecte, l'analyse est élargie en 2021 au genre du bénéficiaire du crédit, à la taille et au secteur d'activité des bénéficiaires ainsi qu'à la localisation géographique des clients. Le présent rapport s'appuie sur ce nouveau dispositif pour analyser l'évolution des conditions débitrices et créditrices appliquées par les banques dans l'Union.

RÉSUMÉ

Le rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA analyse l'évolution des conditions débitrices et créditrices appliquées par les banques des différentes places de l'Union. Les données sont collectées sur la base d'enquêtes mensuelles et permettent de recenser l'ensemble des nouveaux crédits octroyés par les banques ainsi que les dépôts à terme qu'elles reçoivent. A la faveur de la modernisation du dispositif, la collecte et le traitement des données ont été automatisés en 2021 et élargis aux informations sur le genre du bénéficiaire, la taille et leur secteur d'activité pour les entreprises ainsi que la localisation géographique du client.

Le Système bancaire de l'Union a évolué en 2021 dans un environnement marqué par la persistance de la crise pandémique à la Covid-19 et l'amorce d'une relance économique après la chute de l'activité en 2020. Dans ce cadre, la BCEAO a continué son accompagnement du secteur bancaire et financier en vue de favoriser cette dynamique de reprise progressive des activités économiques des pays de l'Union. Ainsi, les mesures prises en 2020, notamment celles relatives à la satisfaction de la totalité des besoins exprimés par les banques sur ses guichets de refinancement à des taux fixés respectivement à 2% et 4% pour les soumissions aux appels d'offre et sur le guichet de prêt marginal ont été maintenues.

Dans ce contexte, l'offre de nouveaux crédits bancaires dans l'Union a maintenu sa dynamique haussière observée au cours des dernières années. En effet, le volume de crédit mis en place est ressorti à 17.781,2 milliards en 2021, contre 16.212,5 milliards en 2020, soit une hausse de 9,7%. L'analyse selon le statut juridique a mis en évidence une prédominance des crédits accordés aux personnes morales (76%) par rapport aux personnes physiques (24%). Une répartition des crédits aux entreprises suivant la taille révèle que les Grandes Entreprises concentrent plus de la moitié des ressources mises en place dans l'Union (54%). En outre, environ trois quart des concours bancaires aux personnes physiques sont captés par les hommes (75%), les femmes ne bénéficiant que des 25% restants. La répartition géographique des nouvelles mises en place révèle que 92% des crédits sont octroyés dans les principales agglomérations des pays.

Relativement aux coûts du crédit, l'orientation baissière du taux d'intérêt débiteur moyen dans les pays membres de l'UEMOA entamée depuis 2011 s'est maintenue en 2021. En effet, le coût moyen du crédit est passé de 6,59% en 2020 à 6,27% en 2021. Par rapport à 2011, les taux débiteurs se sont repliés d'environ 205 points de base. Par ailleurs, les entreprises lèvent les ressources auprès des banques avec un différentiel de taux favorable de 179 points par rapport aux ménages. De manière spécifique, au sein des personnes morales, les Grandes Entreprises bénéficient des taux plus favorables de 91 pdb comparés aux Micro-entreprises et PME.

Quant aux montants des nouveaux dépôts à terme sur les places de l'Union, ils se sont accrus de 36,0% par rapport à l'année précédente, le total des nouveaux dépôts à terme étant passé de 9.127,8 milliards en 2020 à 12.417,6 milliards en 2021. Les taux de rémunération des dépôts à terme des clients sont ressortis en hausse de 22 points de base, passant de 5,13% en 2020 à 5,35% en 2021.

INTRODUCTION

Le présent rapport analyse l'évolution des conditions débitrices et créditrices appliquées par les banques dans l'Union. Après un aperçu de l'environnement de la politique monétaire en 2021 et du paysage bancaire de l'Union, il décrit le volume des crédits bancaires octroyés au cours de l'année sous revue et les taux d'intérêt débiteurs appliqués. Il aborde également les dépôts à terme effectués par la clientèle et les taux d'intérêt créditeurs appliqués sur la même période.

I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT DE LA POLITIQUE MONETAIRE

1.1 Environnement international

L'environnement économique et financier international a été marqué par un rebond, après la récession enregistrée en 2020 provoquée par la crise de la Covid-19. Cette reprise est portée par le regain de dynamisme de la demande, induit par la levée des mesures de restrictions de déplacement et de distanciation sociale ainsi que par les soutiens budgétaires et monétaires. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en octobre 2022, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 6,0% en 2021, après la baisse de 3,0% enregistrée en 2020.

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est accrue de 5,7% après une baisse de 3,4% en 2020. Ce regain de vigueur de l'activité s'explique par les plans de relance massifs mis en place pour soutenir la reprise économique, combinée aux avancées rapides notées dans la campagne de vaccination. Pour la zone euro, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est ressortie à +5,2% en 2021, après une réalisation de -6,1% en 2020, induite particulièrement par la réouverture progressive des économies ainsi que le maintien des politiques économiques de soutien mises en place par les Etats et la Banque Centrale Européenne.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 6,6% en 2021 contre -1,9% en 2020. En Chine, la croissance s'est accélérée, passant de 2,2% en 2020 à 8,1% en 2021, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande extérieure. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 8,7% en 2021 contre -6,6% en 2020. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 4,6% en 2021 après une réalisation de -3,9% en 2020. En Russie, l'activité économique a tiré parti du renchérissement du pétrole et du gaz occasionné par la reprise de la demande mondiale. Le pays a ainsi enregistré un taux de croissance de 4,7% en 2021, après une contraction de 2,7% en 2020.

Au titre des prix à la consommation, le taux d'inflation s'est également accru dans les pays industrialisés, ressortant à 3,1% en 2021, contre 0,7% en 2020, en liaison avec la hausse des produits de base engendrée par la reprise de la demande et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Au niveau des pays émergents et en développement, la progression du niveau général des prix à la consommation est passée, de 5,1% en 2020 à 5,9% en 2021 en lien avec la hausse de la demande globale, qui a induit un renchérissement des produits pétroliers et alimentaires.

S'agissant du marché monétaire, pour contribuer au processus de relance économique, les principales banques centrales des pays avancés et émergents ont poursuivi leur politique monétaire accommodante.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) a maintenu la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 0,00% et 0,25%, niveaux en vigueur depuis mars 2020, malgré le contexte de montée rapide de l'inflation. En zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire au cours de l'année 2021, en laissant ses taux directeurs inchangés. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeurent figés aux niveaux respectifs de 0,00%, 0,25% et -0,50%.

La Banque d'Angleterre (BoE) a également poursuivi sa politique monétaire accommodante sur les onze premiers mois de l'année 2021, dans le but de soutenir la relance de l'activité économique. Confrontée à des pressions inflationnistes, elle a relevé son taux d'intérêt directeur de quinze (15) points de base à 0,25% le 16 décembre 2021. Le taux directeur de la BoE était jusqu'à cette date fixé à 0,10%, un bas niveau historique auquel elle l'avait ramené en mars 2020, à l'entame de la crise sanitaire.

1.2 Environnement interne

Après le ralentissement enregistré en 2020, du fait des contrecoups de la pandémie à la Covid-19, l'activité économique dans l'UEMOA a connu un rebond sensible en 2021. Le produit intérieur brut de l'Union a enregistré une hausse de 6,1% en 2021, après une progression de 1,8% en 2020. Cette expansion économique a été particulièrement portée par le secteur tertiaire (avec une contribution de 4,8 points de pourcentage), en lien notamment avec une amélioration de l'activité au niveau des sous-secteurs du transport, de l'hôtellerie et de la restauration. Le secteur secondaire (+1,2 pdp) et le secteur primaire (+0,1 pdp) ont également contribué à la croissance du PIB. Le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est élevé à 3,6% en 2021, après 2,1% en 2020, en lien avec les tensions sur les prix alimentaires occasionnées par une baisse de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2021/2022 et des difficultés d'approvisionnement des marchés liées aux incidences de la crise sanitaire et sécuritaire dans la zone. Le renchérissement des produits alimentaires a par ailleurs été accentué par la flambée des cours internationaux desdits produits (+7,3%) couplée à l'envolée des coûts du fret (+296,1%).

	2017	2018	2019	2020	2021*
Taux de croissance économique	6,5	6,4	5,7	1,8	6,1
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	1,1	1,2	-0,7	2,1	3,6
Solde budgétaire/PIB (dons compris)	-3,8	-3,3	-2,4	-5,6	-5,5
Solde courant extérieur/PIB (dons compris)	-5,2	-5,5	-4,9	-5,6	-5,8
Crédits à l'économie/PIB	25,9	26,3	26,5	26,8	27,5

Source : BCEAO. (*) Données provisoires sauf pour le taux d'inflation et les crédits à l'économie.

En 2021, la situation des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marquée par une hausse plus importante des dépenses publiques comparativement aux recettes totales et dons, en lien avec les actions de relance entreprises par les Etats en vue de la reprise économique.

En effet, les dépenses et prêts nets ont progressé de +10,1%, passant de 21.007,4 milliards en 2020 à 23.140,6 milliards en 2021, sous l'effet de la hausse des charges courantes (+8,2%) et des dépenses en capital (+13,0%). Dans le même temps, les recettes totales et dons sont ressortis à 17.607,8 milliards (17,7% du PIB) en hausse de 1.787,4 milliards par rapport à 2020 (+11,3%). Cette progression est imputable à une hausse de 2.053,5 milliards des recettes budgétaires (+14,6%), accompagnée d'une détérioration des dons (-15,0%) par rapport en 2020.

Il résulte de ces évolutions un déficit global, base engagements, dons compris de 5,5% du PIB en 2021, en détérioration de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2020.

Pour couvrir ce déficit et dans une perspective du financement de la reprise économique conjointement à la poursuite de la lutte contre la pandémie, les pays de l'UEMOA ont eu recours à une mobilisation de ressources extérieures ainsi que sur le marché financier régional. A cet effet, ils ont mobilisé des ressources auprès du FMI pour près de 179,6 milliards, par le biais de plusieurs instruments (facilité élargie de crédit, facilité de crédit rapide et accord de confirmation) ainsi que des allocations de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) de cette institution pour un montant total de 1.302,6 milliards.

Sur le marché financier régional, le montant des émissions brutes effectuées en 2021 s'est chiffré à 7.268,0 milliards, comprenant 2.055,9 milliards au titre des bons et 5.212,1 milliards en obligations du Trésor.

L'évolution des agrégats monétaires a été marquée par le financement des plans de relance des économies et de soutien post-covid élaborés par les gouvernements. Ainsi, comparativement à fin décembre 2020, la masse monétaire est ressortie à 41.465,6 milliards, en hausse de 16,3%, sous l'effet principalement de l'augmentation de 16,5% des créances intérieures et de celle des actifs extérieurs nets (+8,5%). Les créances intérieures se sont établies à 43.080,3 milliards à fin décembre 2021 et les actifs extérieurs nets sont ressortis à 7.746,6 milliards. Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est établi à 79,3% à fin décembre 2021, contre 77,3% à fin décembre 2020. Les réserves de change de l'Union permettent ainsi d'assurer une couverture de 5,3 mois d'importation de biens et services, après une réalisation de 5,6 mois un an plus tôt.

II. PAYSAGE BANCAIRE DE L'UEMOA

2.1 Activité bancaire

Le réseau bancaire de l'Union a augmenté d'une unité par rapport à fin décembre 2020, pour s'établir à 132 banques à fin décembre 2021. Cette évolution est en ligne avec deux autorisations d'installation délivrées à Bridge Bank Group Côte d'Ivoire (BBG-CI), succursale du Sénégal, et à Coris Bank International Sénégal (CBI Sénégal), succursale de Guinée-Bissau, et un retrait d'autorisation à la NSIA Banque Bénin, succursale de Côte d'Ivoire en 2021. Relativement aux établissements financiers, aucune progression n'a été notée, leur effectif étant resté à 21 unités en 2021.

Tableau 2 : Répartition des établissements de crédits par pays

Pays	Nombre d'unités en 2020		Nombre d'unités en 2021	
	Banques	Établissement Financier	Banques	Établissement Financier
Bénin	14	1	14	1
Burkina	15	4	15	4
Côte d'Ivoire	29	2	28	2
Guinée-Bissau	5	0	6	0
Mali	14	3	14	3
Niger	14	4	14	4
Sénégal	26	4	27	4
Togo	14	3	14	3
Ensemble	131	21	132	21

Sources : BCEAO, SGCB

L'activité du système bancaire de l'Union en 2021, comparée à l'année 2020, a poursuivi sa croissance, accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille des assujettis. En effet, le taux de dégradation brut du portefeuille est passé de 11,1% en 2020 à 10,5% en 2021, soit un repli de 0,6 point de pourcentage. Les emplois du système bancaire se sont accrus de 13,7% pour s'établir à 46.680,8 milliards à fin décembre 2021. Cette évolution résulte d'une progression des divers emplois (+2.854,2 milliards, soit +17,3%) en particulier les titres de placement (+1.767,1 milliards ou +16,6%), et les crédits à la clientèle (+2.774,1 milliards soit +11,3%), notamment ceux à moyen terme (+1.441,0 milliards ou +12,5%). Quant aux ressources bancaires, elles ont progressé de 7.004,6 milliards soit 18,3% pour se fixer à 45.334,7 milliards à fin décembre 2021, en rapport avec la hausse simultanée des dépôts et emprunts (+6.221,0 milliards ou +19,4%), des fonds propres nets (+196,9 milliards ou +4,4%) et des diverses autres ressources (176,2 milliards ou +8,2%).

2.2 Marché monétaire

La BCEAO a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire en 2021, pour répondre aux incertitudes induites par la pandémie de la Covid-19, mais aussi accompagner les plans de relance économiques entreprises par les Etats membres de l'UEMOA. Ainsi, elle a maintenu son principal taux directeur à 2% ainsi que son accompagnement en faveur des banques dès le déclenchement de la crise sanitaire. Par ailleurs, la Banque Centrale a poursuivi les adjudications à taux fixe et à service complet sur l'ensemble des guichets classiques d'appels d'offre, à savoir le guichet hebdomadaire et mensuel, et ouvert deux guichets spéciaux : l'une à maturité de six mois à service complet pour appuyer le refinancement des Obligations de Relance (OdR)¹, et l'autre à 12 mois et également à service complet pour le refinancement des Bons de Soutien et de Résilience (BSR)².

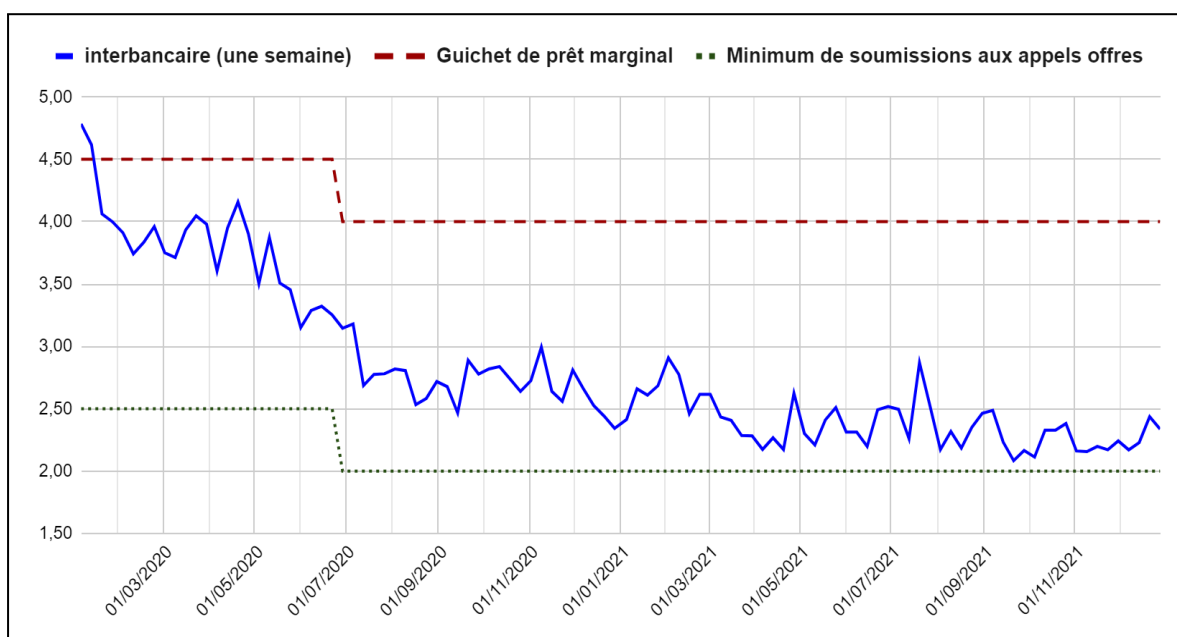
¹ Les Obligations de Relance ou OdR sont « des Obligations Assimilables du Trésor de maturités moyenne et longue (3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, 12 ans voir plus), qui sont émises tout au long de l'année 2021 par voie d'adjudication ouverte sur le Marché des Titres publics de l'UEMOA ».

² Les Bons de Soutien de résilience (BSR) sont des titres émis par les Etats membres de l'Union qui visent à financer les opérations de relance économique prévues dans leurs budgets de l'année 2021. Ces BSR peuvent être refinancés au taux

L'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 5.944,1 milliards à fin décembre 2021, contre 5.697,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 246,6 milliards (ou +4,3%). L'encours global de refinancement, intégrant les concours octroyés sur les guichets spéciaux, a progressé de 502,0 milliards en un an pour se situer à 6.295,8 milliards à fin décembre 2021.

En ce qui concerne le marché interbancaire de l'Union, une expansion du volume des transactions a été relevée. Ainsi, le volume moyen des transactions toutes maturités confondues s'est élevé à 428 milliards de FCFA en 2021, contre 275 milliards de FCFA en 2020 (+56%). Le taux d'intérêt moyen sur le compartiment à une semaine a enregistré une détente, passant de 3,48% en 2020 à 2,51% en 2021.

Graphique 1 : Taux d'intérêt du marché monétaire (%)



Source : BCEAO

III. CRÉDITS MIS EN PLACE

3.1 Montants des crédits mis en place

L'offre de crédit bancaire a maintenu sa tendance haussière en 2021 à l'instar des années précédentes dans l'Union. En effet, le volume de crédit mis en place s'est inscrit en hausse de 9,7%, ressortant à 17.781,2 milliards en 2021, après 16.212,5 milliards en 2020. Les augmentations les plus importantes sont notées au Togo (+32,0%), au Burkina (+24,2%), au Bénin (+19,6%) et au Mali (+15,7%).

minimum de soumissions aux adjudications de la Banque Centrale fixé actuellement à 2%.

Tableau 3 : Évolution des crédits mis en place par pays (en milliards FCFA)

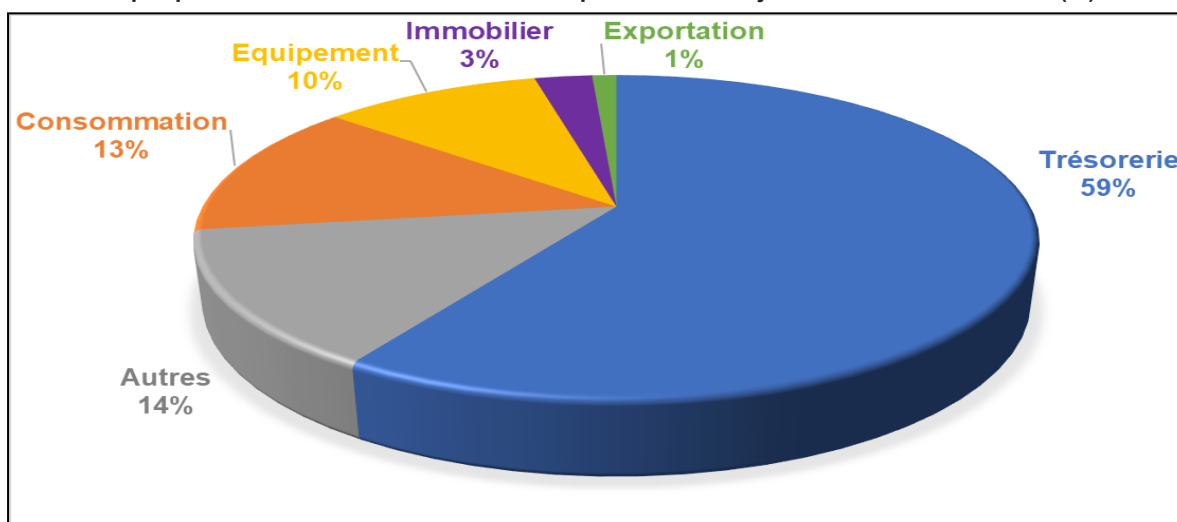
	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020 en (%)
Bénin	781,5	766,8	853,8	850,8	1017,6	19,6
Burkina Faso	1629,2	1707,1	1709,1	1931,4	2397,9	24,2
Côte d'Ivoire	4496	5343,8	5275,2	5906,4	6380,8	8,0
Guinée-Bissau	64,9	88,9	115,1	131,4	140,0	6,5
Mali	1459,1	1602,5	1603,2	1423,2	1647,3	15,7
Niger	508,5	568,5	644,7	743,1	756,0	1,7
Sénégal	3057,8	4093,1	4572,4	4610,4	4628,7	0,4
Togo	636,2	660,2	662,4	615,8	812,9	32,0
UEMOA	12633,2	14830,9	15435,9	16212,5	17781,2	9,7

Source : BCEAO

Selon le motif économique, des progressions significatives ont été notées pour les crédits immobilier³ (+324,9%) et d'équipement (+18,6%). En revanche, une contraction des concours destinés à la trésorerie (-19,4%), à l'exportation (-14,1%) et à la consommation (-12,9%) a été enregistrée.

Au cours de l'année 2021, près de deux tiers des crédits sont destinés à la trésorerie (59%), tandis que ceux consacrés à la consommation et à l'équipement représentent respectivement 13% et 10%.

Graphique 2 : Structure des crédits mis en place selon l'objet dans l'UEMOA en 2021 (%)

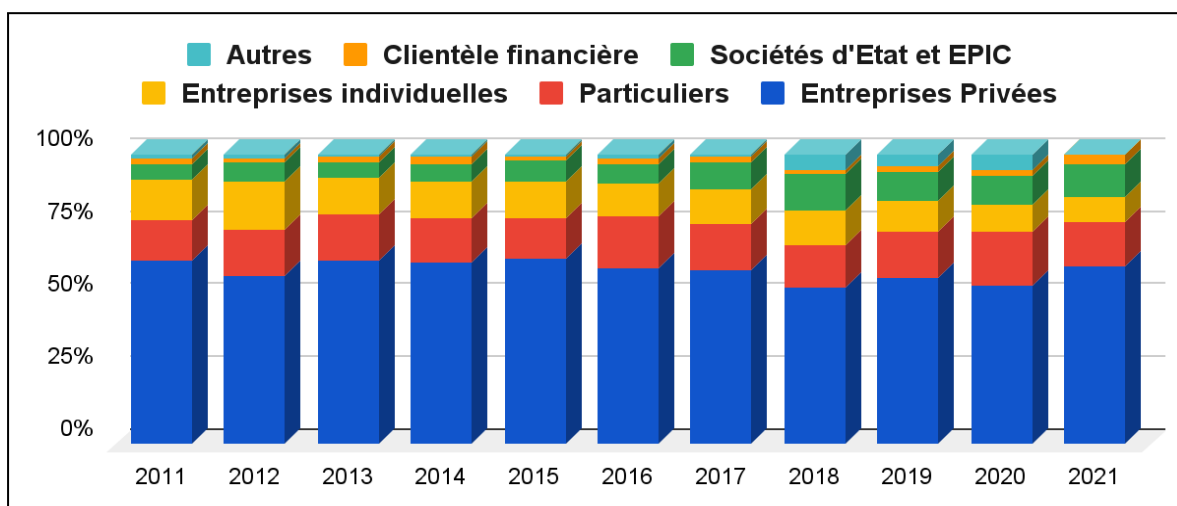


Source : BCEAO

³ Anciennement crédit à l'habitation, les crédits immobiliers intègrent outre l'acquisition, l'édification ou l'aménagement d'immeubles destinés au logement et l'achat de terrains destinés à la construction de logements, les financements de terrains ou de constructions à usage industriel, agricole ou de services. Font également partie à cette rubrique les crédits à court terme consentis aux promoteurs immobiliers.

Selon la nature des bénéficiaires, l'augmentation du volume des crédits dans l'Union en 2021 a particulièrement concerné les structures et caisses de retraite (+78,3%), les sociétés d'Etat et EPIC (+72,9%), les coopératives et groupement villageois (+54,7%) et les entreprises privées (+23%). Par contre, le volume de crédit s'est contracté pour les particuliers (-13%), les entreprises individuelles (-2,8%) et la clientèle financière (-2,2%). La structure des crédits selon la catégorie de la clientèle, reste prédominée par les crédits aux entreprises privées (61,5%), en lien avec l'importance des crédits de trésorerie. Les crédits aux particuliers représentent 14,5% des montants accordés en 2021.

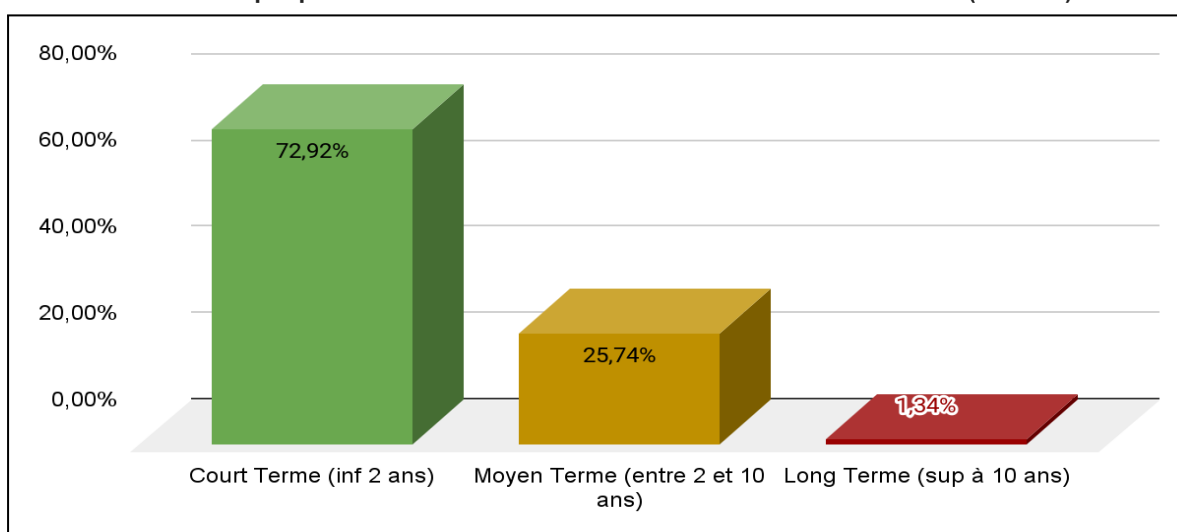
Graphique 3 : Évolution de la structure des crédits selon la catégorie de la clientèle en % (UEMOA)



Source : BCEAO

Sur l'année 2021, la majorité (73%) des crédits accordés par les banques à leur clientèle a une maturité de court terme⁴. La proportion des concours de crédit attribués pour une durée de moyen terme s'est élevée à 26%. Les crédits à échéance de long terme représentent à peine un (1%) pourcent du volume.

Graphique 4 : Structure des crédits suivant la durée en 2021 en % (UEMOA)

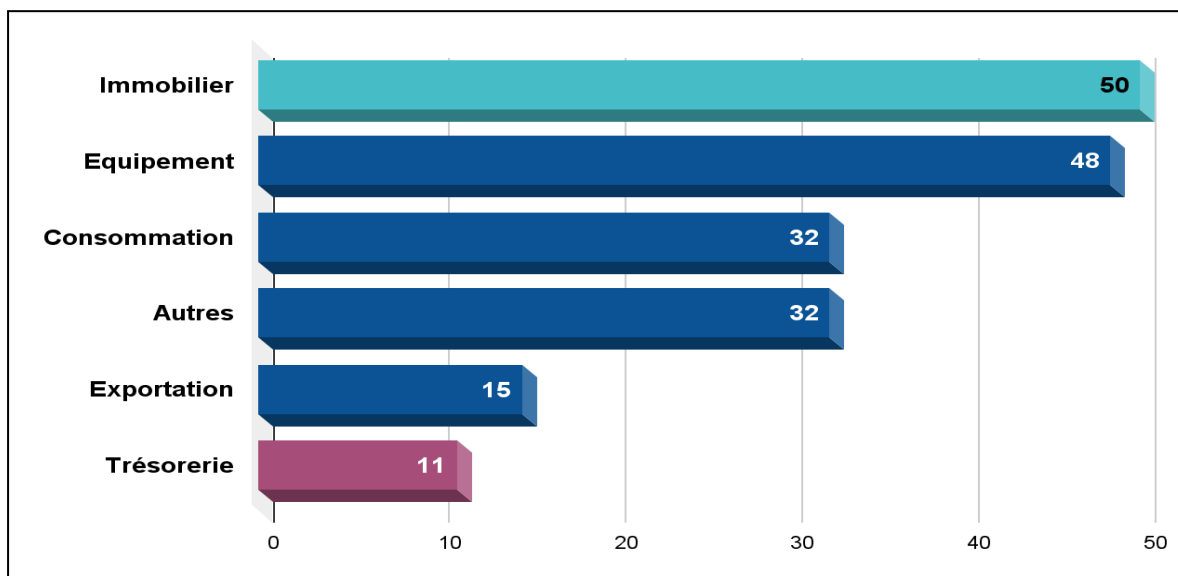


Source : BCEAO

⁴ Court terme = inférieure à 2 ans - Moyen terme = Entre 2 ans et 10 ans - Long terme = supérieur à 10 ans

La durée moyenne des crédits accordés par les banques de l'Union en 2021 est de 3 ans. Sous l'angle de la maturité selon l'objet, cette durée moyenne varie de 11 mois pour les besoins de trésorerie à environ 4 ans pour les crédits à l'immobilier. Concernant les crédits à l'immobilier, cette durée moyenne varie significativement par pays. Elle est d'environ 10 ans au Bénin, au Niger et au Sénégal, à moins de trois ans pour les autres pays. La prépondérance des crédits pour les achats de terrains (de montant et durée relativement plus faible) dans certains pays et les coûts du logement plus élevés dans certaines villes plutôt que d'autres, nécessitant ainsi des crédits à échéance plus longue pourraient expliquer ces écarts.

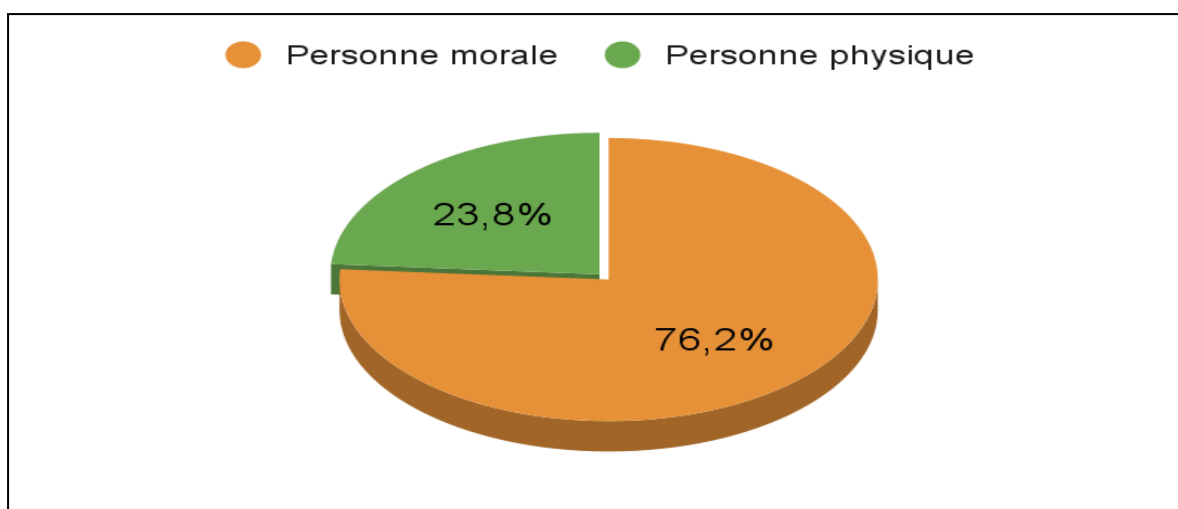
Graphique 5 : Durée moyenne des crédits suivant l'objet en 2021 dans l'UEMOA (en mois)



Source : BCEAO

Selon le statut juridique du bénéficiaire du crédit, il est à noter que les personnes morales ont obtenu 76% du volume des crédits accordés en 2021, une part relativement plus importante que celle attribuée aux personnes physiques qui est de 24%.

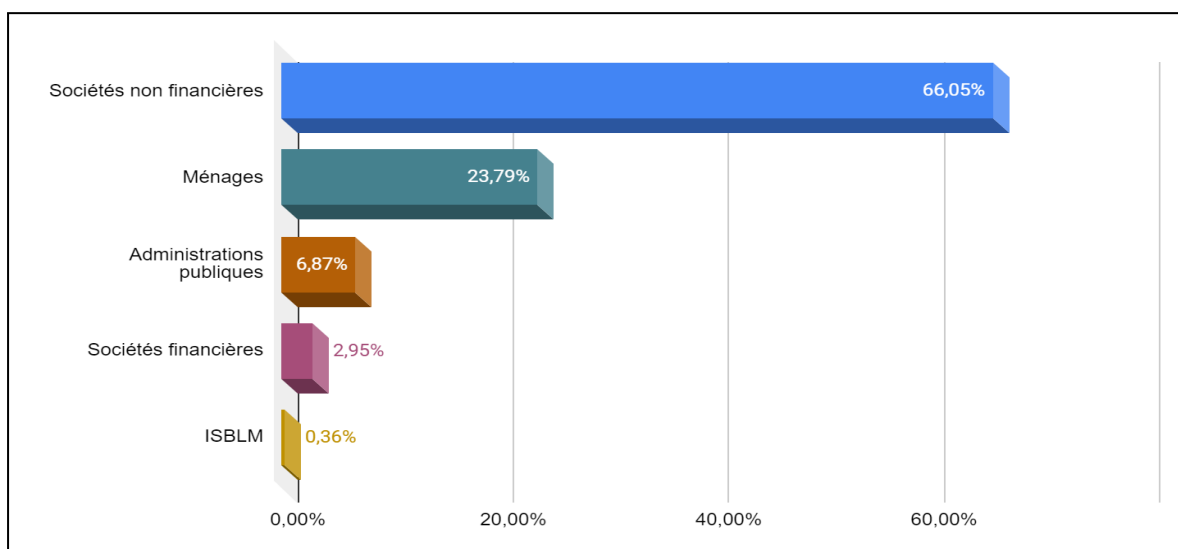
Graphique 6 : Structure des crédits selon le statut juridique en 2021 (% UEMOA)



Source : BCEAO

Avec le nouveau dispositif mis en place par la BCEAO, les concours des crédits octroyés par les banques de l'Union ont pu être ventilés en fonction du secteur institutionnel⁵ de l'agent économique bénéficiaire. Sur cette base, les sociétés non financières se sont vues attribuer la part la plus importante du volume des crédits soit 66%, suivies des ménages (24%) et des administrations publiques (7%). Les sociétés financières et institutions sans but lucratif au service des ménages se sont partagées la part résiduelle des financements (3%).

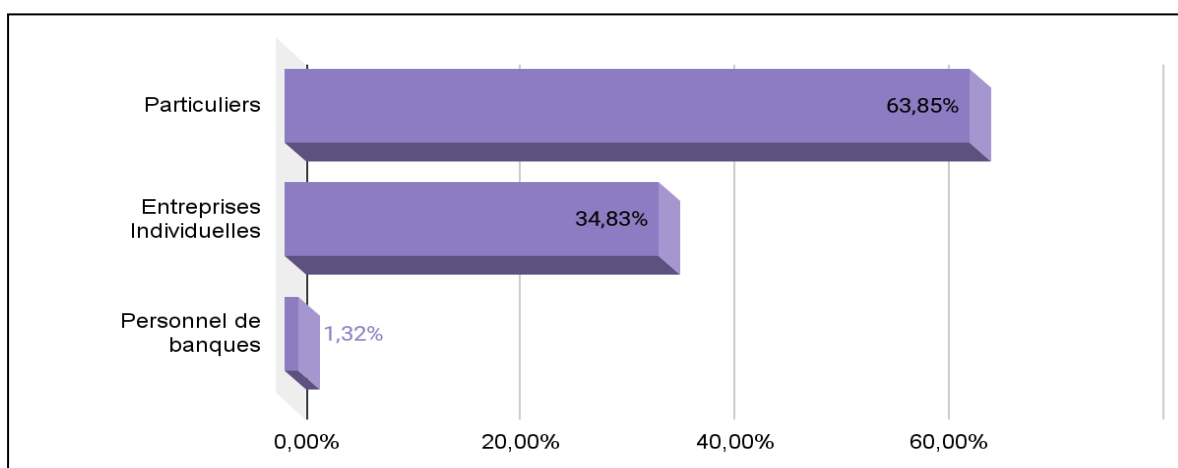
Graphique 7 : Structure des crédits selon le secteur institutionnel du bénéficiaire en 2021 (% UEMOA)



Source : BCEAO

Dans le segment des crédits aux ménages, 64% des concours ont été octroyés aux particuliers, suivis des entreprises individuelles avec 35% desdits concours. Le personnel de banque a bénéficié d'un pourcent (1%) des concours.

Graphique 8 : Structure des crédits suivant la catégorie de ménages (% UEMOA)



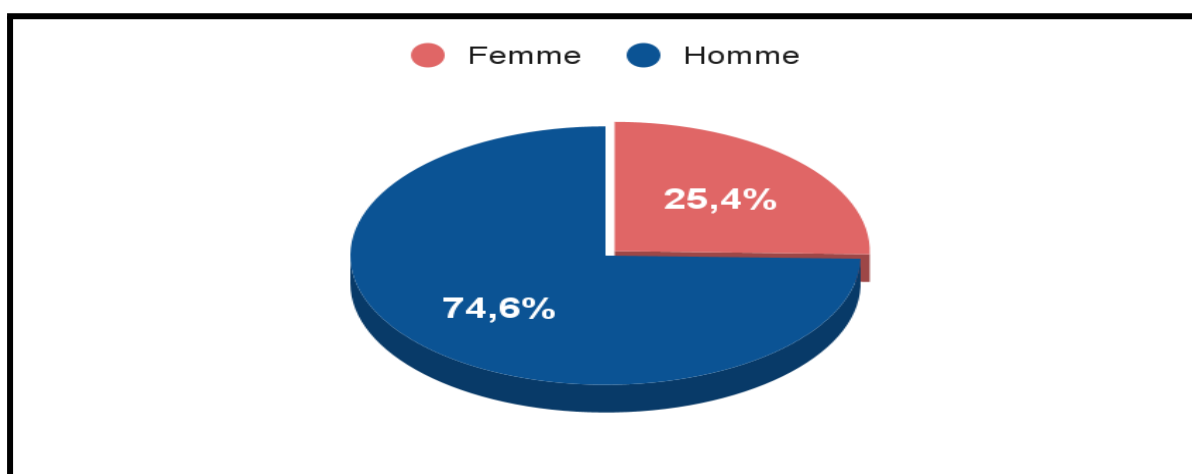
Source : BCEAO

⁵ Un secteur institutionnel regroupe un ensemble d'agents économiques qui ont un comportement analogue retracé à travers les ressources à leur disposition et les dépenses effectuées. Cette recomposition ménages, administrations publiques, sociétés financières, sociétés non financières et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) s'est faite avec le nouveau dispositif.

Suivant le genre du bénéficiaire du crédit, les femmes se sont vues octroyer 25% du volume des concours distribués aux personnes physiques contre environ trois quart (75%) pour les hommes. Cette situation est en partie le reflet des disparités persistantes d'accès aux services financiers entre les femmes et les hommes.

En effet, une étude réalisée par *Financial Alliance for Women en 2018*, portant sur 18 pays, suggère qu'au niveau mondial, les hommes représentent 65% du total des clients des établissements bancaires, reçoivent 80% des prêts et détiennent 75% des dépôts. Cette situation reflète une représentation féminine relativement inférieure dans le domaine financier. Ce différentiel d'accès en Afrique subsaharienne s'expliquerait d'une part par des motifs volontaires d'exclusion émanant de considérations religieuses, culturelles, sociologiques et juridiques, et d'autre part, par des disparités socioéconomiques liées au revenu ou au niveau d'éducation, particulièrement dans les zones rurales (Demirgüç-Kunt et al., 2013).

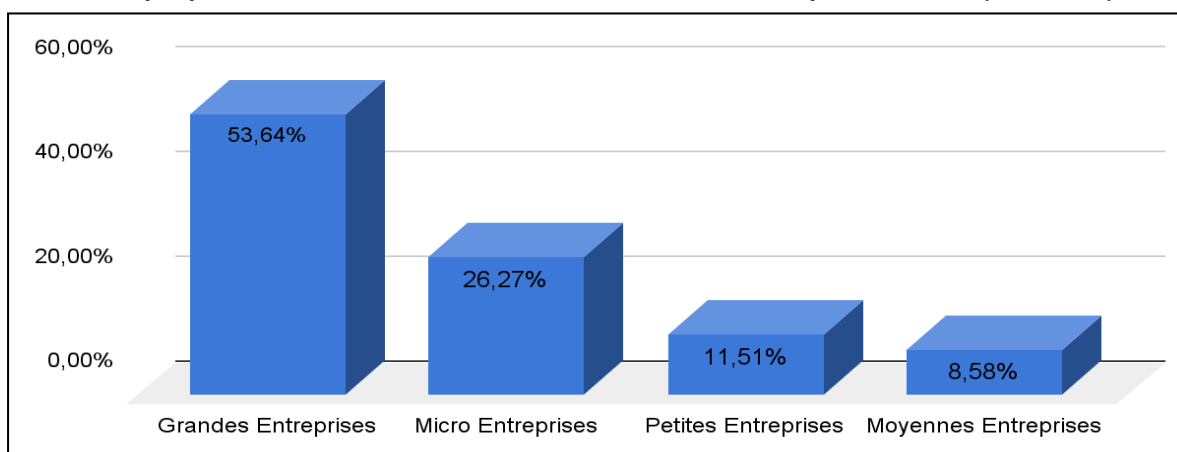
Graphique 9 : Structure des crédits selon le genre en % (UEMOA)



Source : BCEAO

Pour ce qui est des sociétés non financières, les grandes entreprises ont capté plus de la moitié (54%) des crédits bancaires octroyés aux entreprises, contre 46% pour les micro petites et Petites et moyennes entreprises réunies.

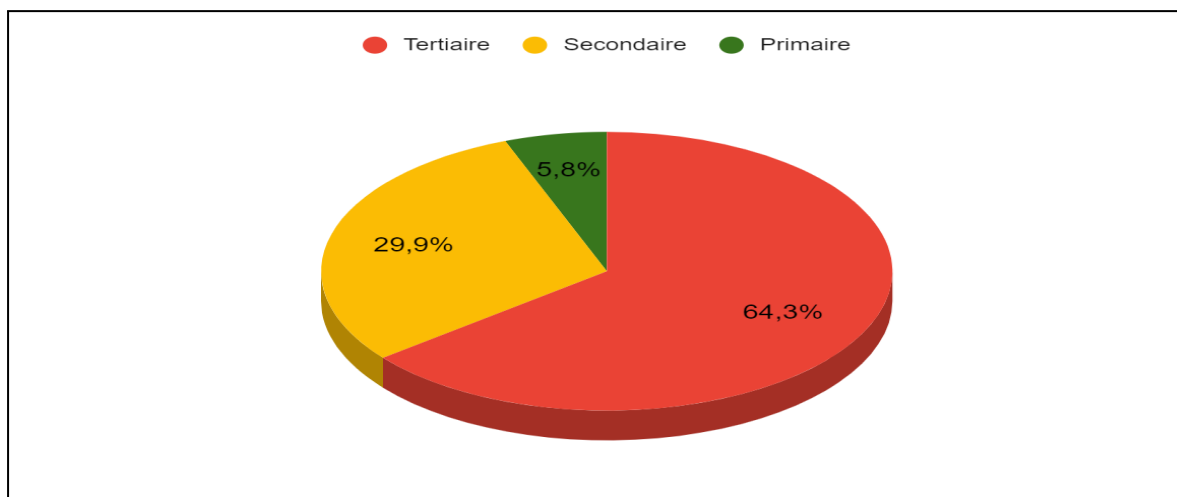
Graphique 10 : Structure des crédits suivant la taille des entreprises en 2021 (% UEMOA)



Source : BCEAO

Lesdits concours ont servi pour la plupart à financer les activités du secteur tertiaire à hauteur de 64%. Le secteur secondaire a concentré près de 30% des volumes de crédits octroyés aux entreprises. Quant au secteur primaire, une part plus faible d'environ 6% des crédits destinés aux entreprises a été alloué à ses activités.

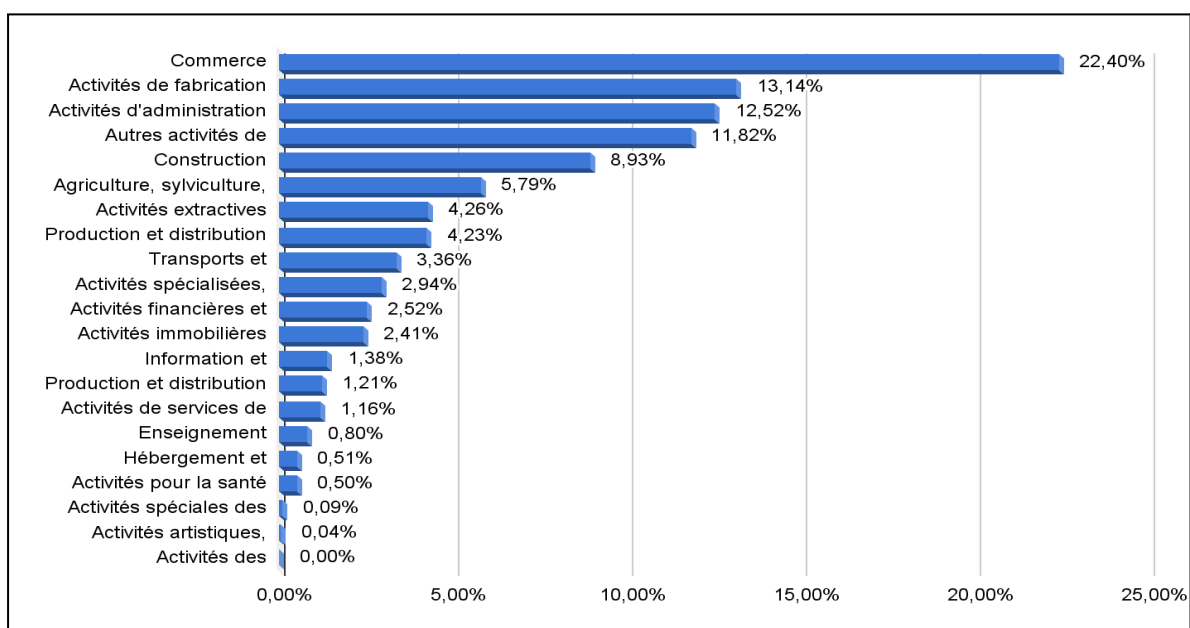
Graphique 11 : Structure des crédits par secteur d'activité en 2021 (% UEMOA)



Source : BCEAO

Une répartition des concours aux personnes morales suivant la nouvelle nomenclature d'activité des Etats membres d'Afristat (NAEMA), révèle que la plus grande part du volume des crédits octroyés au secteur tertiaire est destinée aux activités commerciales, avec près de 22% des concours. Il s'en est suivi les activités de fabrication, d'administration et autres activités de services qui ont été financées respectivement à hauteur de 13%, 12% et 12%. Les activités de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ont bénéficié d'une part marginale de 6% du volume des crédits accordés.

Graphique 12 : Structure des crédits selon le domaine d'activité de la NAEMA en % (UEMOA)

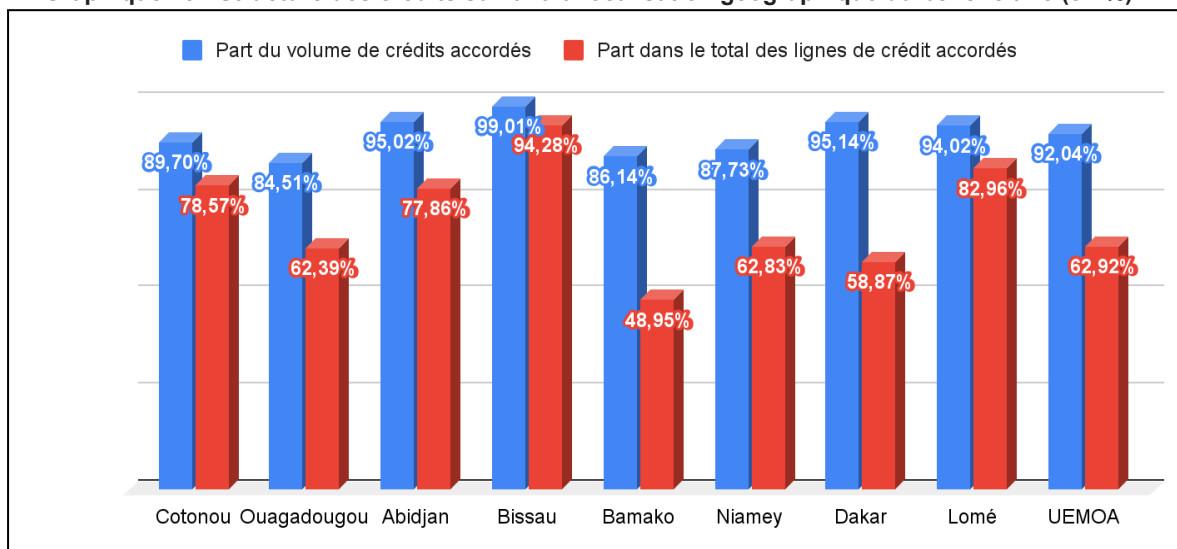


Source : BCEAO

L'analyse de la structure du crédit selon les villes révèle que les principales agglomérations des pays de l'Union (Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bissau, Bamako, Niamey, Dakar et Lomé) concentrent la majorité des volumes de crédits octroyés par les banques (92,0%). En termes de nombre de lignes de crédits, ces agglomérations totalisent 62,9% de l'offre.

Cette situation est le reflet de la forte concentration des activités économiques modernes dans ces villes qui sont les lieux d'implantation des sièges de plusieurs grandes entreprises. En effet, certaines entreprises intervenant dans divers domaines tels que les mines, les carrières, la construction, la transformation agricole etc., mènent leur activité dans les villes de l'intérieur de ces pays tout en établissant leur siège social dans les grandes agglomérations.

Graphique 13 : Structure des crédits suivant la localisation géographique du bénéficiaire (en %)

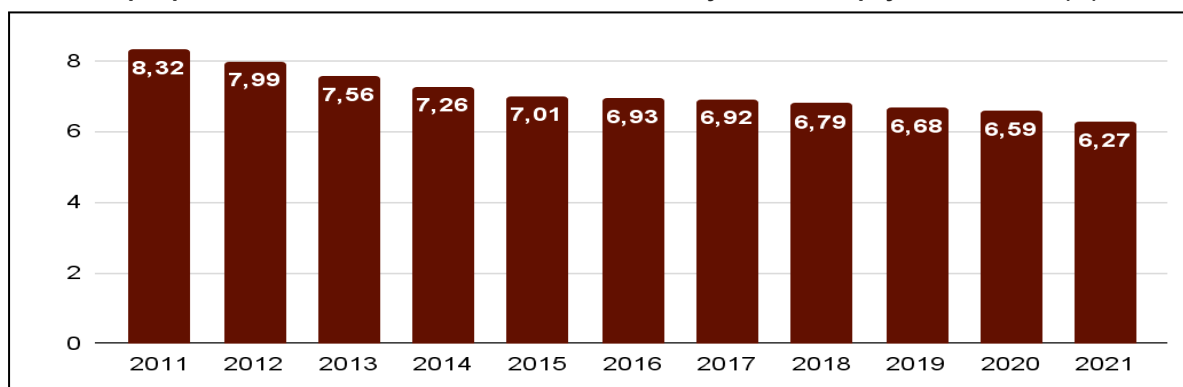


Source : BCEAO

3.2 Evolution des taux débiteurs

L'orientation baissière du taux d'intérêt débiteur moyen dans les pays membres de l'UEMOA, entamée depuis 2011, s'est maintenue en 2021. En effet, le coût du crédit s'est réduit d'environ 205 points de base au cours des 11 dernières années, passant de 8,32% en 2011 à 6,59% en 2020, avant de s'établir à 6,27% en 2021.

Graphique 14 : Évolution du taux d'intérêt débiteur moyen dans les pays de l'UEMOA (%)



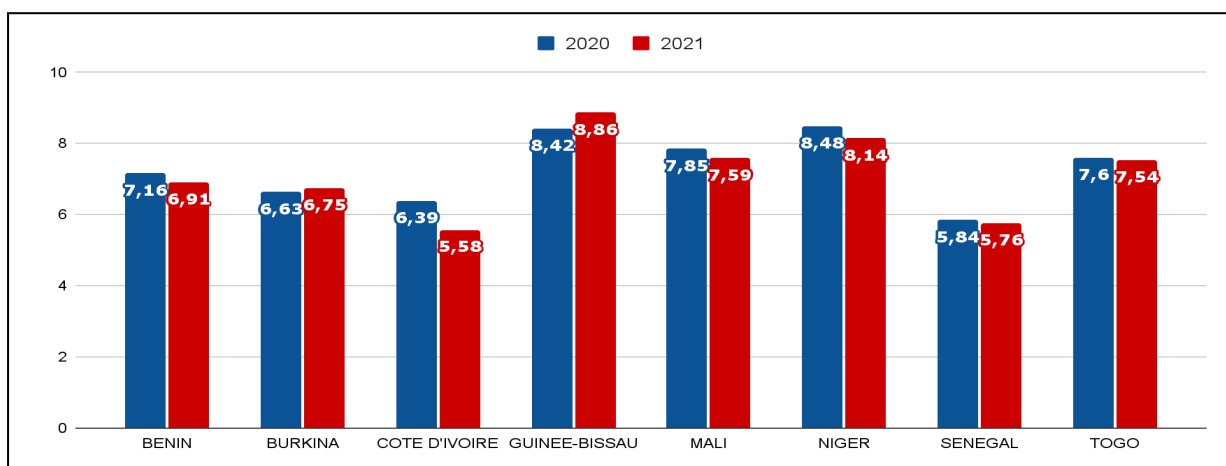
Source : BCEAO

Cette dynamique baissière des taux débiteurs s'explique en partie par le maintien des mesures prises par la Banque Centrale en faveur des établissements de crédit dans un contexte de relance économique des Etats et d'un climat persistant de la crise pandémique.

Il est à relever entre autres mesures, le maintien des taux directeurs de la banque centrale à des niveaux de 2% et 4% respectivement pour les taux minimum de soumissions aux appels d'offre et celui du guichet de prêts marginal. En outre, la Banque Centrale a décidé de poursuivre la notation des entreprises ce qui permet aux banques d'augmenter leur portefeuille d'effets privés admissibles aux guichets de refinancement de la BCEAO.

Le repli du taux débiteur moyen est observé dans la quasi-totalité des pays de l'Union en 2021. En effet, le coût du crédit a baissé en Côte d'Ivoire (-81 points de base), au Niger (-34 points de base), au Bénin (-25 points de base), au Mali (-24 points de base), au Sénégal (-8 points de base) et au Togo (-6 points de base). Toutefois, un renchérissement du crédit a été noté en Guinée Bissau (+44 points de base) et au Burkina (+11 points de base).

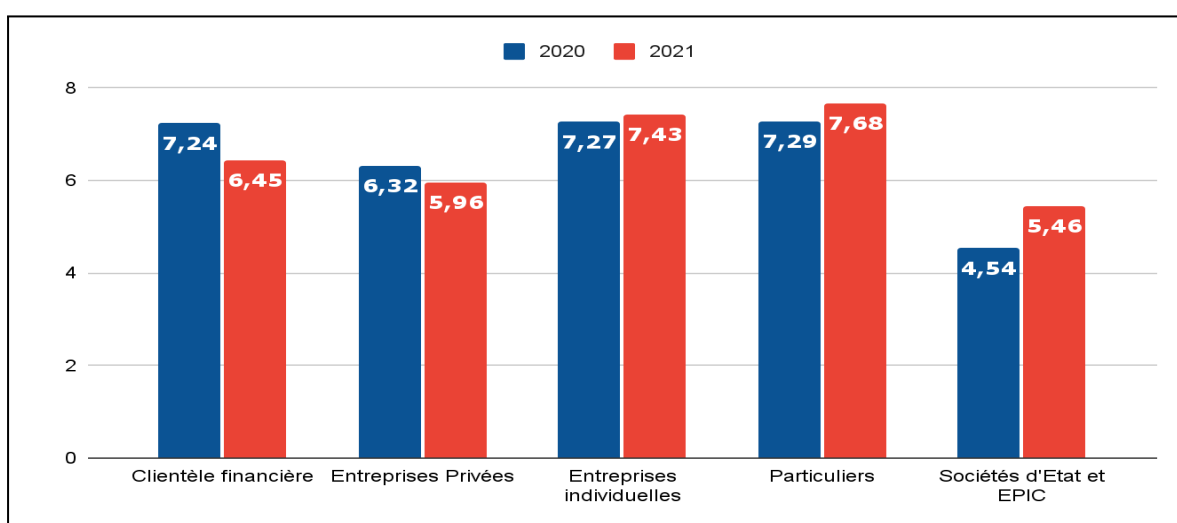
Graphique 14 : Évolution du taux d'intérêt débiteur par pays (%)



Source : BCEAO

Les baisses sont relevées pour la clientèle financière (-79 points de base) et les entreprises privées (-36 points de base). En revanche, une progression des taux débiteurs est enregistrée pour les sociétés d'Etat (+92 points de base), les particuliers (+39 points de base) et les entreprises individuelles (+16 points de base).

Graphique 15 : Évolution du taux débiteur moyen selon la catégorie de la clientèle en % (UEMOA)



Source : BCEAO

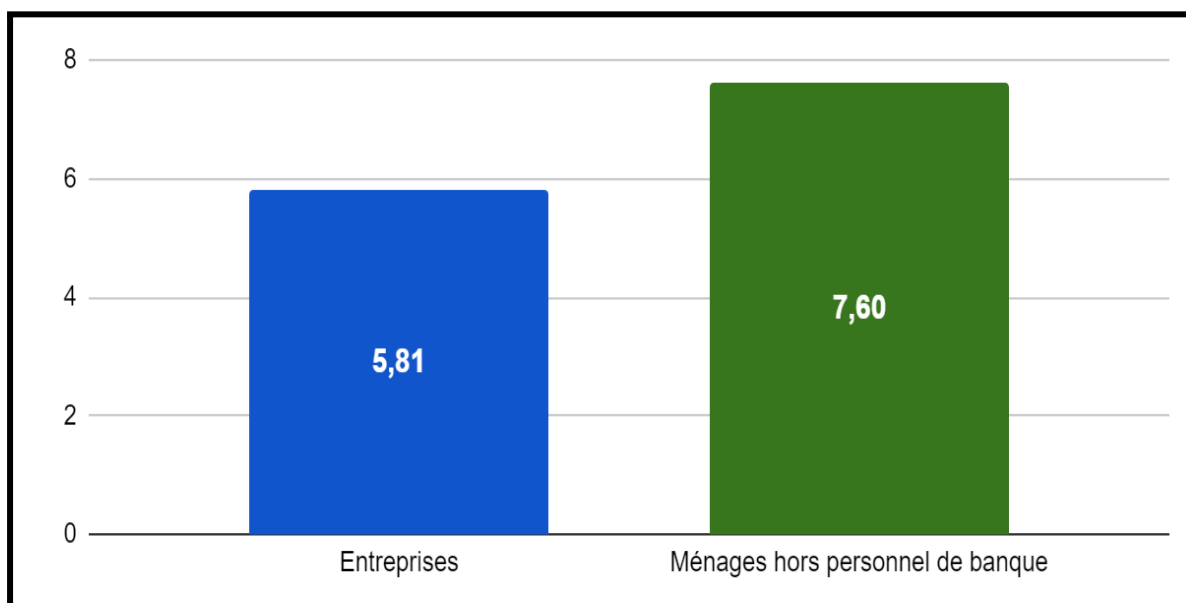
Selon l'objet du crédit, les baisses ont été observées sur tous les compartiments dont les plus importantes sont notées au niveau des crédits à l'exportation (-163 points de base), suivis des concours à l'immobilier (-82 points de base) et à l'équipement (-74 points de base), et enfin des crédits de trésorerie (-50 points de base). Une baisse relativement moins importante (-9 points de base) a été relevée pour les taux des crédits de consommation.

Tableau 4 : Taux débiteurs moyens selon l'objet du crédit (UEMOA en %)

Objet du crédit	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020 (pdb)
Immobilier	8,05	7,59	7,37	7,42	6,60	-82
Exportation	7,16	7,02	6,84	8,14	6,51	-163
Equipement	7,53	7,76	7,39	7,51	6,77	-74
Consommation	8,19	8,06	7,66	7,20	7,11	-9
Trésorerie	6,5	6,31	6,23	6,15	5,65	-50
Autres	7,37	7,1	7,04	6,57	6,54	-3
Ensemble des crédits	6,92	6,79	6,68	6,59	6,27	-32

Source : BCEAO

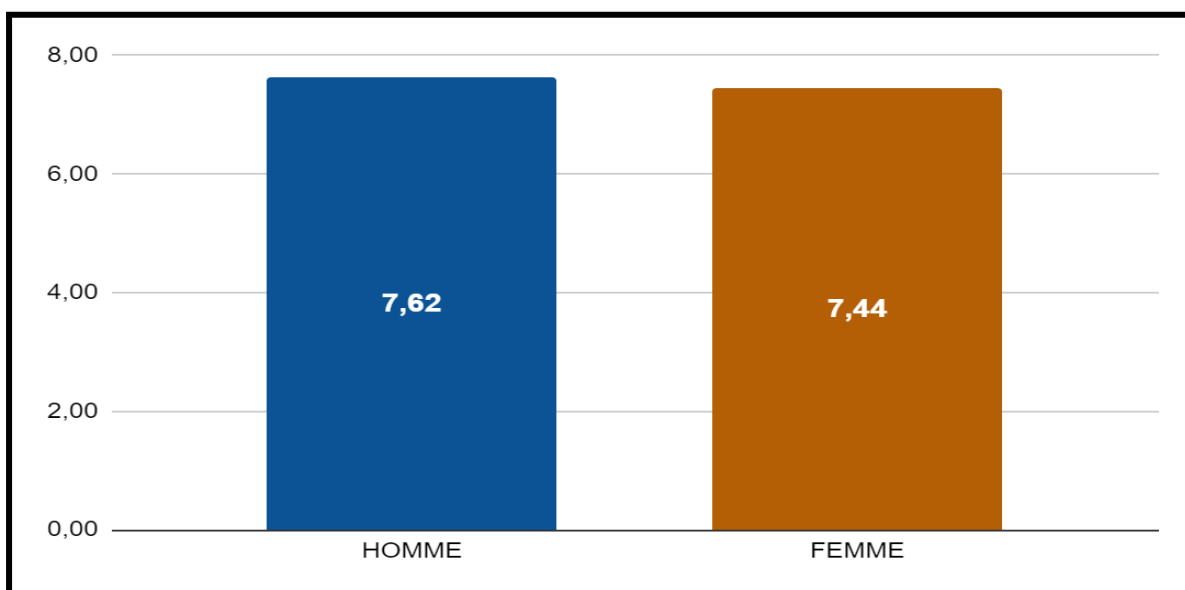
Les entreprises ont bénéficié des crédits bancaires à des taux moins élevés (5,81%) que les ménages (7,60%), soit un différentiel de taux favorable de 179 points pour les entreprises.



Source : BCEAO

Suivant le genre du bénéficiaire, les taux appliqués aux femmes sont plus faibles (-18 points de base) que ceux appliqués aux hommes.

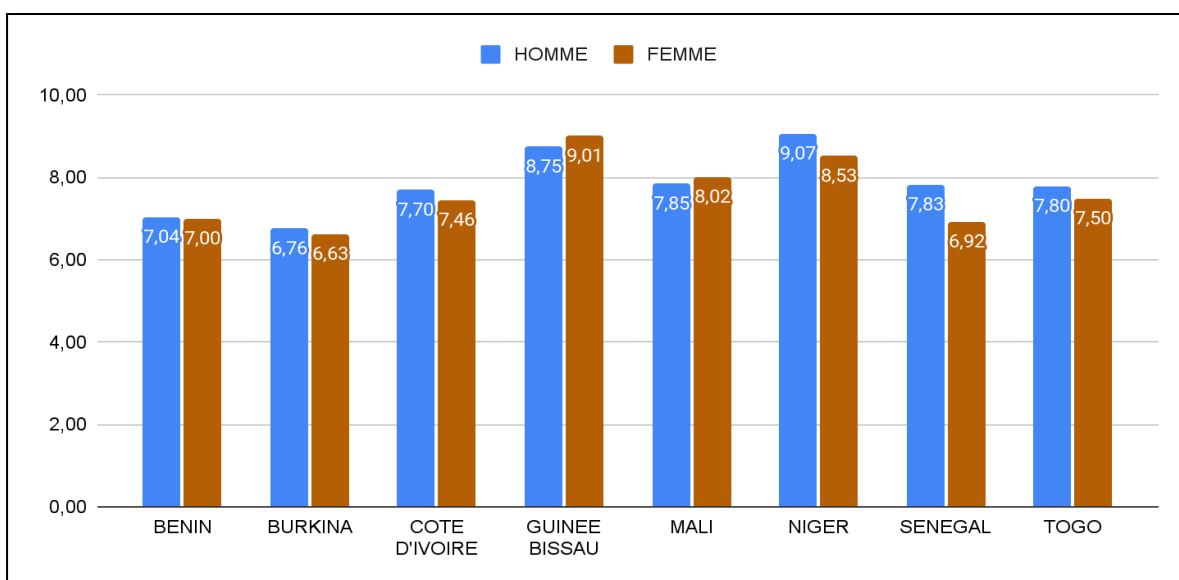
Graphique 16 : Taux débiteur moyen suivant le genre en 2021 (UEMOA en %)



Source : BCEAO

Par pays, les concours octroyés aux femmes ont les taux moyens plus faibles au Burkina (6,63%) et au Sénégal (6,92%). Les taux les plus élevés appliqués à la gente féminine sont répertoriés en Guinée Bissau (9,01%) et au Niger (8,53%). Les écarts de taux entre les femmes et les hommes ont été plus importants au Sénégal (-91 points de base), au Niger (-54 points de base) et au Togo (-30 points de base).

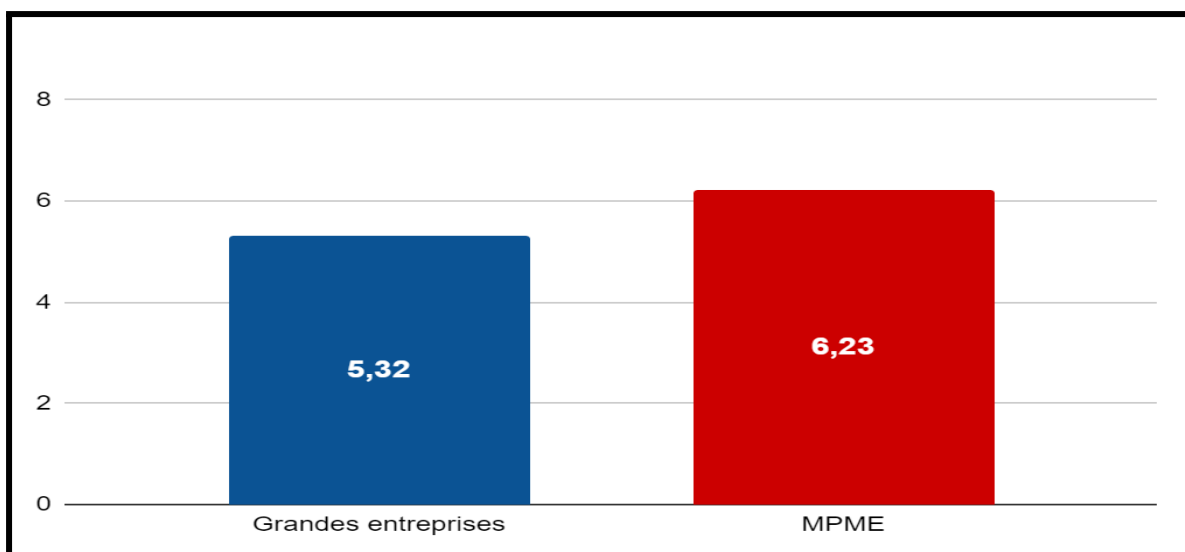
Graphique 17 : Taux débiteur moyen suivant le genre par pays (en %)



Source : BCEAO

Suivant la taille des entreprises, les taux d'intérêts appliqués aux grandes entreprises sont en moyenne de 5,32%, soit 91 pdb de moins que ceux des MPME qui sont ressortis à 6,23%.

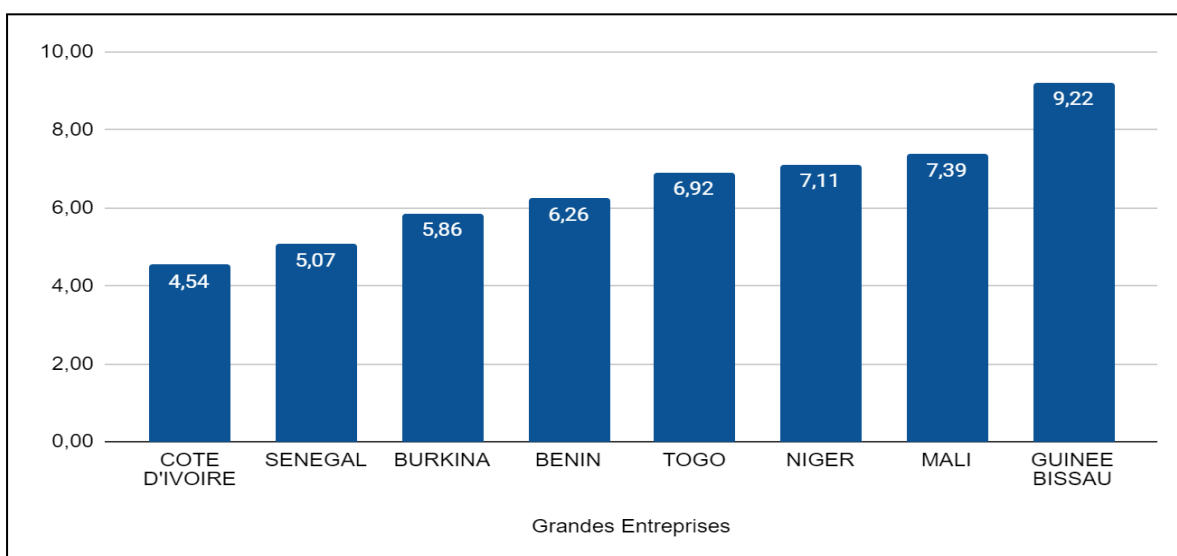
Graphique 18 : Taux débiteurs moyens selon la taille des entreprises (UEMOA en %)



Source : BCEAO

Une analyse par pays permet de voir que les taux les plus bas appliqués aux grandes entreprises sont notés en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina avec des taux respectifs de 4,54%, 5,07% et 5,86%. Les taux supportés par les grandes entreprises sont plus élevés en Guinée-Bissau et au Mali et ils ressortent respectivement à 9,22% et 7,32%.

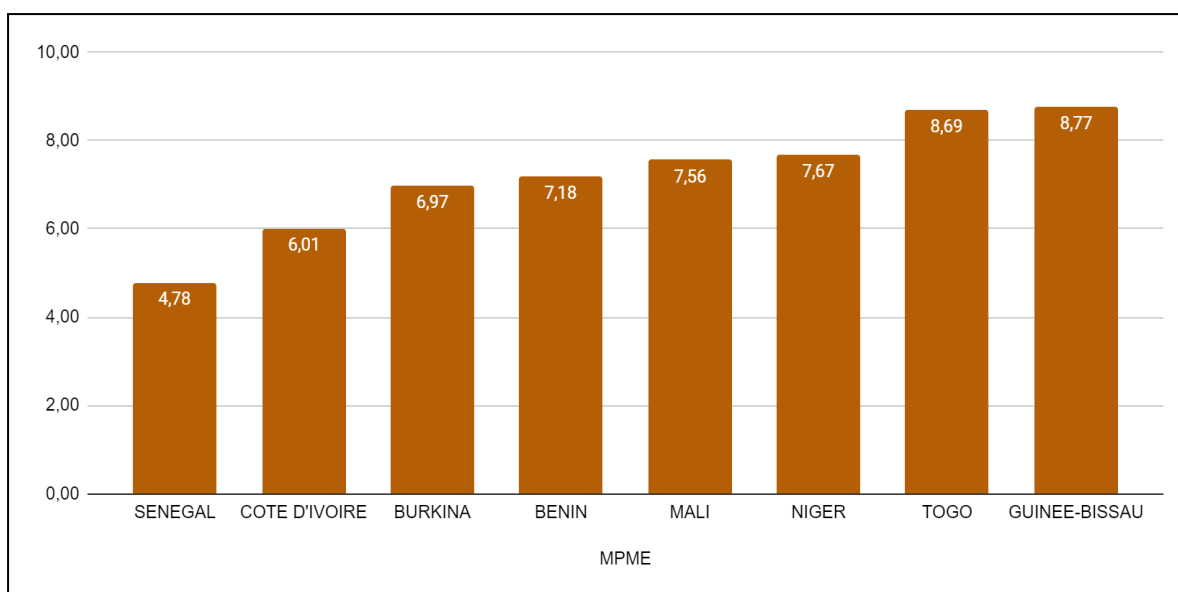
Graphique 19 : Taux débiteurs moyens appliqués aux grandes entreprises (UEMOA en %)



Source : BCEAO

Pour les micro petites et moyennes entreprises (MPME), les taux les plus bas sont répertoriés au Sénégal et en Côte d'Ivoire avec des niveaux respectifs de 4,78% et 6,01%. Cependant les taux aux MPME sont ressortis élevés en Guinée Bissau (8,77%) et au Togo (8,69%). En outre, les écarts de taux entre les MPME et les GE ont été plus importants au Togo (+177 pdb), en Côte d'Ivoire (+147 pdb) et au Burkina (+111 pdb).

Graphique 20 : Taux débiteurs moyens appliqués aux MPME (UEMOA en %)



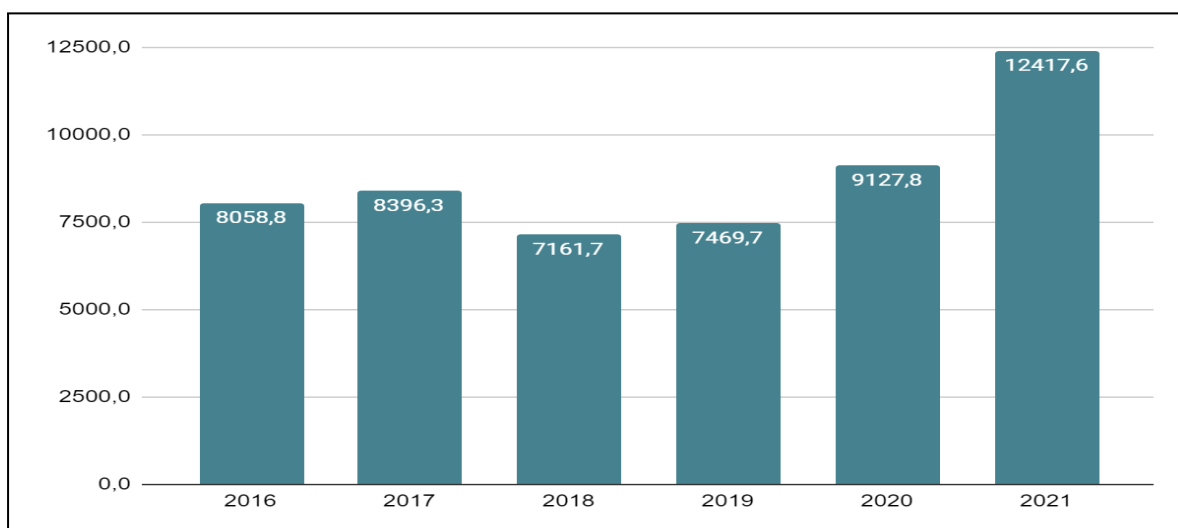
Source : BCEAO

IV. DÉPÔTS À TERME DANS LES BANQUES

4.1 Montants des nouveaux⁶ dépôts à terme

Les montants des dépôts à terme à l'occasion des nouvelles ouvertures de comptes dans les places de l'Union se sont fixés à 12.417,6 milliards en 2021 contre 9.127,8 milliards en 2020, soit une hausse de 36,0%.

Graphique 21 : Montants des nouveaux dépôts à terme (en milliards FCFA)



Source : BCEAO

⁶ Les montants recouvrent les nouveaux dépôts à terme ainsi que ceux effectués à l'occasion du renouvellement des conventions en vigueur.

Les encours des nouveaux dépôts à terme ont progressé pour l'ensemble des pays de l'Union. Les progressions les plus significatives sont relevées au Bénin (+201,5%), au Mali (+128,0%) et au Sénégal (+71,3%).

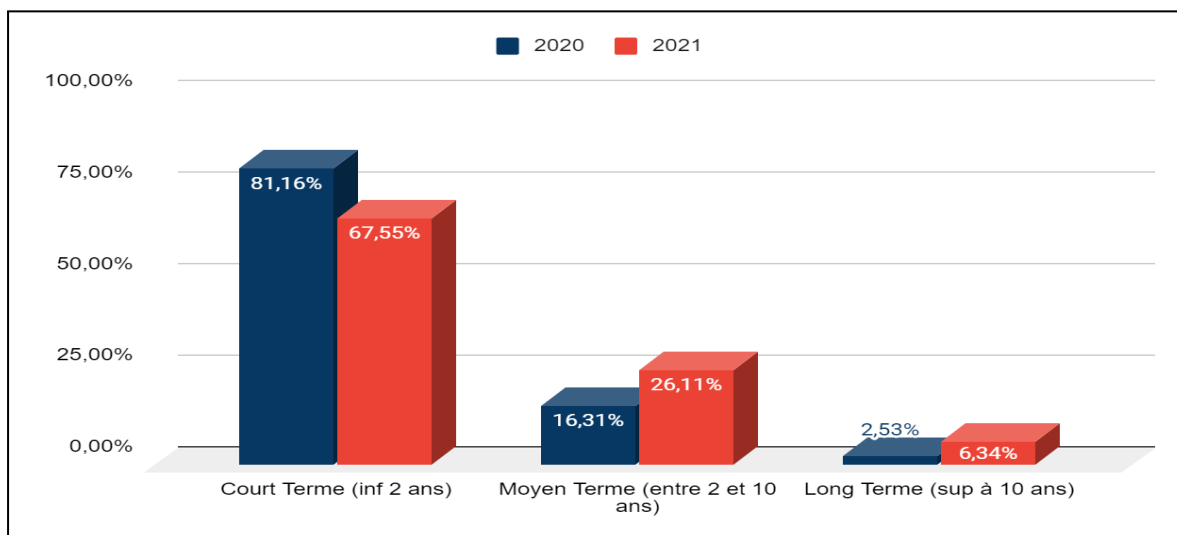
Tableau 6 : Montants des dépôts à terme effectués par pays (milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020 en (%)
Bénin	444,6	476,4	454,4	498,5	536,2	1616,4	201,5
Burkina Faso	1857,6	1601,2	1659,7	1481,6	2116,6	1743,3	-17,6
Côte d'Ivoire	1576,9	1847	1924,8	2050	2176,2	2435,7	11,9
Guinée Bissau	38,6	17,8	25,4	27,2	35,9	26,9	-25,1
Mali	428	490,7	438,8	349,8	373,9	852,4	128,0
Niger	213,4	198	146,1	148,1	178,4	277,0	55,3
Sénégal	1757,3	2510,8	1277,9	1663,8	2340,2	4007,9	71,3
Togo	1742,4	1254,4	1234,6	1250,7	1370,4	1458,0	6,4
UEMOA	8 058,8	8 396,3	7 161,7	7 469,7	9 127,8	12 417,6	36,0

Source: BCEAO

Les dépôts à terme, d'une maturité inférieure ou égale à 2 ans (court terme) restent prépondérants avec 67,6% des dépôts en 2021, mais en baisse par rapport en 2020 où ils se situaient à 81,2%. Une proportion de 26,1% des dépôts à terme est placée pour une échéance de moyen terme en 2021, un niveau supérieur de 10 points de pourcentage par rapport en 2020. Le volume restant des dépôts à terme (6,3%) a une maturité de long terme.

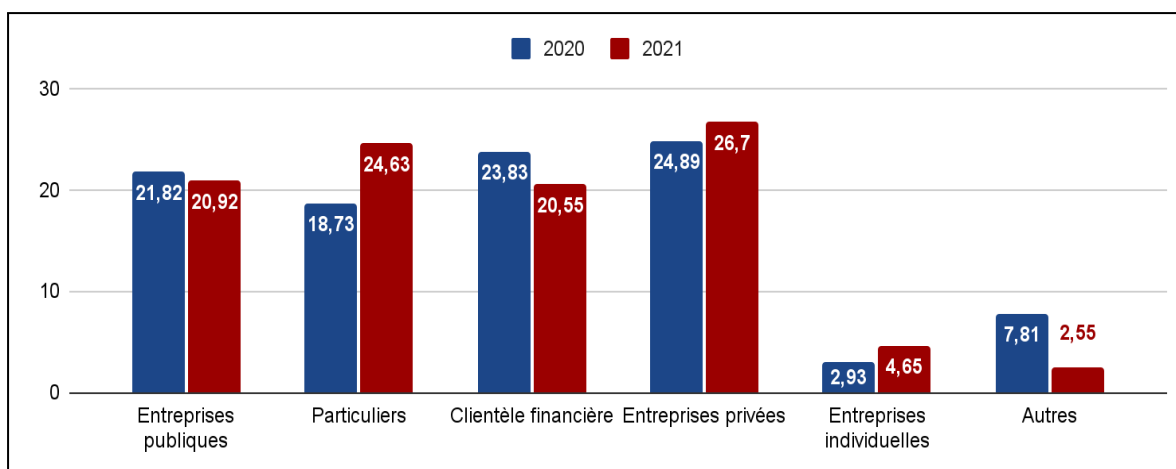
Tableau 7 : Structure des dépôts à terme par durée (%)



Source: BCEAO

Les montants déposés à terme, au titre de l'année 2021, sont essentiellement effectués par les entreprises privées (26,7%), les particuliers (24,6%), les entreprises publiques (20,9%), et la clientèle financière (20,5%).

Graphique 22 : Evolution de la structure des dépôts à terme effectués selon la catégorie de la clientèle UEMOA (%)



Source : BCEAO

4.2 Taux créditeurs des dépôts à terme

Les taux de rémunération des dépôts à terme des clients ont connu un rebond en 2021. En effet, le taux d'intérêt créditeur moyen dans l'UEMOA est ressorti à 5,35% en 2021, après des niveaux respectifs de 5,13% et 5,34% enregistrés en 2020 et en 2019.

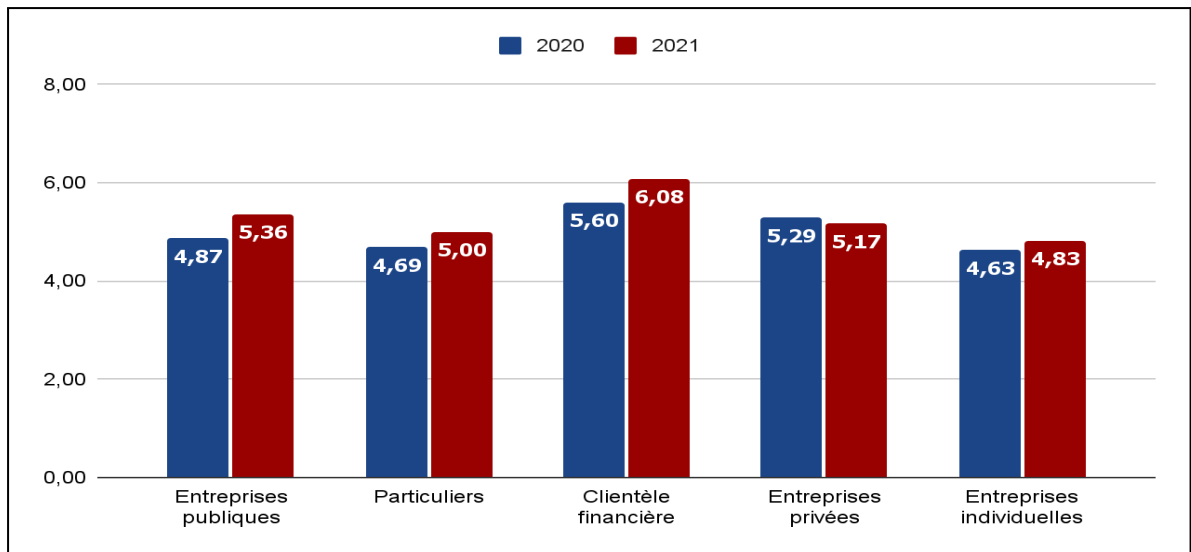
Tableau 7 : Taux créditeurs moyens des dépôts à terme par pays (UEMOA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020 (en point de base)
Bénin	5,78	5,85	5,76	5,35	5,54	5,40	-14
Burkina Faso	5,40	5,67	5,70	5,87	5,79	5,62	-17
Côte d'Ivoire	5,10	4,98	4,98	4,82	4,67	4,67	0
Guinée-Bissau	4,24	4,07	4,62	4,61	4,59	4,84	25
Mali	4,82	4,92	4,92	5,00	4,67	4,98	31
Niger	5,98	5,70	5,70	5,80	5,65	5,51	-14
Sénégal	5,38	5,13	5,46	5,39	4,65	5,57	92
Togo	5,56	5,40	5,69	5,56	5,62	5,73	11
UEMOA	5,37	5,28	5,41	5,34	5,13	5,35	22

Source : BCEAO

La clientèle financière et les entreprises publiques ont bénéficié en 2021 des taux de rémunération de leurs dépôts à terme les plus importants, fixés aux niveaux respectifs de 6,08% et 5,36%.

Graphique 22 : Evolution du taux de rémunération des dépôts à terme effectués suivant la catégorie de la clientèle UEMOA (%)



Source : BCEAO

CONCLUSION

La détente des conditions débitrices des banques de l'Union ainsi que la dynamique haussière de l'offre de crédit se sont maintenues au cours de l'année 2021. Ces évolutions ont été rendues possibles grâce au maintien d'une politique monétaire accommodante de la Banque Centrale face aux enjeux de relance économique et de lutte contre la crise pandémique à la COVID-19 dans la zone. Toutefois, la structure des crédits n'a pas subi de changements majeurs, avec une relative prépondérance des financements attribués aux besoins de trésorerie.

A l'instar des crédits mis en place, les montants des dépôts à terme se sont également inscrits en hausse au cours de l'année sous revue. De même, les taux de rémunération des dépôts ont enregistré une tendance haussière au cours de la période.

En outre, avec le nouveau dispositif sur les conditions de banque, l'analyse suivant le statut juridique a permis de noter une prédominance des crédits accordés aux personnes morales par rapport aux personnes physiques. Par ailleurs, les concours octroyés aux hommes ont été plus importants avec, toutefois, des conditions débitrices plus favorables pour les femmes. Suivant la taille des entreprises bénéficiaires, les grandes entreprises ont bénéficié du volume de crédit le plus important, et ces concours ont servi à financer majoritairement les activités du secteur tertiaire. L'analyse a aussi permis de caractériser les volumes de crédits octroyés par les banques plus importants dans les grandes agglomérations des pays de l'Union.

=====

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Refonte du cadre de collecte et de traitement des données sur les conditions de banque

La BCEAO a mis en place en 2005, dans le cadre du suivi et de l'impact de sa politique monétaire, un dispositif de suivi des conditions de banque. Ce dispositif permettait de collecter, à partir des questionnaires physiques adressés aux établissements de crédits, des données portant respectivement sur le recensement des nouveaux crédits mis en place, des escomptes d'effets de commerce et des dépôts à terme enregistrés suivant une fréquence mensuelle. Par ailleurs, les informations sur les taux de base débiteurs maximum et minimum, les modalités de rémunération des dépôts à vue, les conditions de gestion des comptes ainsi que les plafonds des autorisations de découverts étaient recueillies selon une fréquence trimestrielle. Les données collectées portaient notamment sur le volume de crédit accordé à la clientèle, le taux d'intérêt débiteur adossé au crédit accordé, les dépôts à terme, le taux d'intérêt créditeur, la durée du crédit, la nature du débiteur, l'objet du crédit ainsi que les frais de dossier.

Les établissements assujettis communiquaient ces informations à la BCEAO par l'intermédiaire de fichiers magnétiques ou via des fichiers électroniques. Ce dispositif a enregistré une modernisation en 2021, en vue d'assurer une meilleure fiabilité des données et faciliter le traitement et calcul des indicateurs, grâce au développement d'une application informatique dénommée "COBANK". Cet applicatif a permis de passer de la collecte des informations à partir du canevas classique (supports magnétiques ou fichiers électroniques) à des remises sécurisées par le canal de la plateforme de reporting des informations des assujettis de la BCEAO, et faciliter la production d'une gamme variée d'indicateurs de suivi sur les conditions de banque. A la faveur de la refonte du cadre de collecte des données, l'enquête a été élargie, et, au-delà des données habituelles collectées, de nouvelles variables ont été intégrées. Il s'agit essentiellement des informations relatives au genre du client bénéficiaire du crédit (homme, femme), du statut juridique du débiteur (personne morale ou physique), du motif de rejet de certaines demandes de crédit, de la taille des entreprises bénéficiaires (micro entreprises, petites entreprises, moyennes entreprises et grandes entreprises) et de leur domaine d'activité, de la localisation géographique du client ainsi que des commissions d'engagement et autres commissions et frais sur les prêts.

Annexe 2: Tableaux sur les crédits et les dépôts dans les pays de l'UEMOA

1. UEMOA

1.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards FCFA)

Tableau 1.1.1. Par catégorie de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	525,9	814,0	1 141,4	982,8	1 174,8	1 282,6
Particuliers	1 993,2	1 919,8	2 076,4	2 390,8	2 957,9	2 570,1
Clientèle financière	100,5	83,9	54,5	51,8	73,7	72,1
Sociétés d'Etat et EPIC	315,3	375,9	708,5	536,6	463,2	801,0
Assurances-Caisses de retraite	45,5	91,2	110,9	162,5	156,9	279,8
Entreprises privées du secteur productif	7 510,1	7 576,4	7 970,0	8 797,7	8 798,7	10 913,2
Entreprises individuelles	1 403,9	1 509,8	1 804,8	1 701,3	1 555,6	1 512,5
Coopératives et groupements villageois	64,9	64,5	73,6	79,9	107,8	166,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	228,7	121,1	801,8	660,3	851,0	62,8
Personnels des banques	188,7	76,7	89,2	72,0	72,7	120,4
Total	12 376,8	12 633,2	14 831,0	15 435,7	16 212,5	17 781,2

Tableau 1.1.2. Par objet économique	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	261,7	286,7	247,5	180,7	421,6	1 802,8
Exportation	66,5	72,8	229,3	306,0	249,2	214,0
Equipement	994,7	1 029,0	1 322,4	1 864,9	1 880,7	2 231,3
Consommation	2 262,6	1 471,5	1 881,2	2 117,7	2 675,0	2 343,4
Trésorerie	6 873,5	8 282,6	9 324,3	9 290,4	9 307,8	7 571,7
Autres	1 917,9	1 490,6	1 826,3	1 676,0	1 678,2	3 615,4
Total	12 376,8	12 633,2	14 831,0	15 435,7	16 212,5	17 781,2

Tableau 1.1.3. Par durée	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	3 120,5	2 814,4	3 420,7	4 037,0	4 262,9	5 755,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	2 644,1	2 901,3	3 599,3	2 688,2	3 117,0	1 854,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	1 393,9	1 381,4	1 391,3	1 505,9	1 512,3	1 759,5
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	1 238,6	1 580,2	1 900,4	2 203,6	2 303,1	2 526,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	709,7	749,3	832,4	769,8	790,5	1 095,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	1 950,6	1 762,6	1 849,6	1 989,6	2 227,3	2 249,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	1 152,3	1 278,6	1 625,3	1 801,4	1 846,6	2 299,8
Plus de 10 ans	167,0	165,4	212,0	440,2	152,9	237,3
Total	12 376,8	12 633,2	14 831,0	15 435,7	16 212,5	17 781,2

1.2. TAUX DEBITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.2.1. Par catégorie de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	5,70	6,08	5,77	6,00	5,85	4,92
Particuliers	8,45	8,40	7,92	7,63	7,29	7,68
Clientèle financière	6,99	7,03	7,49	7,42	7,24	6,62
Sociétés d'Etat et EPIC	6,70	6,14	6,03	5,36	4,54	6,27
Assurances-Caisses de retraite	8,61	7,50	7,70	7,61	7,28	6,70
Entreprises privées du secteur productif	6,65	6,71	6,57	6,39	6,32	5,95
Entreprises individuelles	7,26	6,77	6,70	7,02	7,27	7,43
Coopératives et groupements villageois	8,40	8,79	9,41	8,89	8,65	5,80
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,89	7,48	8,32	8,30	7,64	7,16
Personnels des banques	2,57	2,34	2,86	2,45	2,50	2,75
Total	6,93	6,92	6,79	6,68	6,59	6,27

Tableau 1.2.2. Par objet économique	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	7,53	8,05	7,59	7,37	7,42	6,60
Exportation	7,21	7,16	7,02	6,84	8,14	6,51
Equipement	7,82	7,53	7,76	7,39	7,51	6,77
Consommation	7,34	8,19	8,06	7,66	7,20	7,11
Trésorerie	6,54	6,50	6,31	6,23	6,15	5,65
Autres	7,32	7,37	7,10	7,04	6,57	6,54
Total	6,93	6,92	6,79	6,68	6,59	6,27

Tableau 1.2.3. Par durée	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,74	5,79	5,86	5,85	5,73	5,52
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,63	5,91	5,92	5,76	5,54	4,97
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,96	7,72	7,43	7,09	6,87	6,37
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,20	7,95	7,71	7,44	7,36	7,27
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,83	7,47	7,61	7,64	7,81	6,93
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,25	8,07	7,68	7,55	7,51	7,09
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,93	7,70	7,64	7,61	7,56	6,88
Plus de 10 ans	5,73	6,43	6,33	5,39	5,86	5,73
Total	6,93	6,92	6,79	6,68	6,59	6,27

1.3. DEPOTS A L'OUVERTURE DES COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 1.3.1. Par catégorie de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	690,1	651,4	544,5	887,5	1 322,7	1 744,8
Particuliers	1 642,7	1 832,0	1 557,5	1 421,9	1 710,0	2 953,1
Clientèle financière	1 445,1	1 108,6	732,3	709,6	954,4	258,5
Sociétés d'Etat et EPIC	683,7	1 031,6	628,3	597,8	668,7	853,7
Assurances-Caisses de retraite	1 048,0	898,0	1 040,5	998,6	1 220,6	2 143,3
Entreprises privées du secteur productif	1 840,3	2 013,7	1 795,0	1 944,7	2 271,4	3 477,0
Entreprises individuelles	252,2	338,5	337,0	383,6	267,5	650,4
Coopératives et groupements villageois	138,6	131,8	67,7	61,2	73,8	191,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	307,4	379,7	436,4	460,2	626,6	128,5
Personnels des banques	10,7	10,8	22,5	4,5	12,1	16,9
Total	8 058,8	8 396,2	7 161,7	7 469,6	9 127,8	12 417,6

Tableau 1.3.2. Par objet économique	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	7 704,7	8 122,6	6 887,8	7 153,9	8 656,2	12 345,0
Epargne à régime spécial	199,6	122,1	163,9	213,1	407,8	53,7
Bon de caisse	129,9	141,7	103,4	84,8	45,3	12,2
Certificat de dépôt	4,4	0,0			0,0	0,0
Autres	20,1	9,8	6,6	17,8	18,5	6,7
Total	8 058,8	8 396,2	7 161,7	7 469,6	9 127,8	12 417,6

Tableau 1.3.3. Par durée	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	1 402,5	1 223,7	1 095,1	1 291,7	2 303,2	2 280,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1 767,0	1 786,1	1 340,1	1 593,9	1 879,6	2 409,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	1 394,1	1 986,9	1 322,9	1 302,7	1 336,9	730,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	1 389,1	1 097,8	1 084,9	1 042,6	1 233,5	1 820,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	659,1	741,1	652,5	565,4	654,5	1 189,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	964,0	1 070,0	980,0	1 004,2	1 121,2	2 663,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	394,2	305,0	407,1	317,4	367,6	902,7
Non déterminée	88,7	185,6	279,1	351,8	231,3	421,7
Total	8 058,8	8 396,2	7 161,7	7 469,6	9 127,8	12 417,6

1.4. TAUX CREDITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.4.1. Par catégorie de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	5,22	5,17	5,40	5,21	4,43	5,39
Particuliers	5,07	4,97	4,92	4,94	4,69	5,00
Clientèle financière	5,30	5,54	6,26	5,57	5,41	5,45
Sociétés d'Etat et EPIC	5,71	5,58	5,35	5,61	5,74	5,24
Assurances-Caisses de retraite	6,04	5,89	6,03	5,76	5,75	6,07
Entreprises privées du secteur productif	5,41	5,17	5,28	5,35	5,29	5,14
Entreprises individuelles	4,06	4,14	4,42	4,84	4,63	4,83
Coopératives et groupements villageois	5,53	5,29	5,78	5,37	5,40	5,49
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,33	5,55	5,66	5,62	5,17	5,32
Personnels des banques	4,39	5,12	5,32	5,28	5,59	4,80
Total	5,37	5,28	5,41	5,34	5,13	5,35

Tableau 1.4.2. Par objet économique	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,43	5,31	5,45	5,37	5,18	5,33
Epargne à régime spécial	3,96	4,61	4,39	4,66	4,11	4,85
Bon de caisse	4,08	4,10	4,41	4,56	5,45	5,46
Certificat de dépôt	6,15	3,65			4,40	
Autres	5,42	5,15	5,76	5,41	4,18	1,70
Total	5,37	5,28	5,41	5,34	5,13	5,35

Tableau 1.4.3. Par durée	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	4,74	4,90	5,16	4,92	4,26	5,36
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,67	5,40	5,44	5,35	5,32	5,02
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,53	5,35	5,67	5,52	5,72	5,03
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,26	5,18	5,13	5,31	5,10	4,99
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,19	5,03	5,10	5,21	5,18	5,93
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,72	5,60	5,74	5,61	5,52	5,56
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,53	5,43	5,66	5,98	6,17	5,39
Non déterminée	5,50	5,45	5,41	5,17	5,46	5,55
Total	5,37	5,28	5,41	5,34	5,13	5,35

2. BENIN

2.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 2.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	125,6	71,1	122,7	146,7	137,9	78,9
Particuliers	133,6	103,4	90,3	64,6	142,4	100,0
Clientèle financière	6,5	28,7	7,6	2,6	5,1	0,1
Sociétés d'Etat et EPIC	47,7	12,0	21,7	76,0	16,3	22,5
Assurances-Caisses de retraite	4,0	0,4	1,1	1,5	0,2	10,1
Entreprises privées du secteur productif	699,5	523,3	439,9	497,6	450,2	680,1
Entreprises individuelles	38,9	32,1	32,6	32,7	28,9	105,0
Coopératives et groupements villageois	0,2	0,3	0,4		0,1	6,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	14,6	0,6	42,3	29,8	65,4	2,3
Personnels des banques	41,6	9,5	8,3	2,4	4,4	11,9
Total	1 112,1	781,5	766,8	853,8	850,8	1 017,6

Tableau 2.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	50,4	25,1	15,0	3,9	13,7	4,7
Exportation	17,5	12,6	13,3	39,8	22,4	108,9
Equipement	42,2	35,5	75,1	57,3	121,3	198,4
Consommation	115,3	70,9	53,7	62,6	131,3	119,4
Trésorerie	541,1	459,3	371,2	434,7	347,3	275,5
Autres	345,8	178,1	238,5	255,5	214,8	310,7
Total	1 112,1	781,5	766,8	853,8	850,8	1 017,6

Tableau 2.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	101,1	66,3	78,5	67,9	145,3	130,4
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	185,5	128,0	64,4	36,4	59,3	59,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	173,5	102,8	81,3	65,5	70,9	142,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	150,5	184,6	143,2	133,3	162,8	288,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	52,1	66,9	33,9	109,4	62,8	66,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	261,4	123,0	92,3	224,6	105,0	82,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	179,2	101,1	196,5	213,2	242,4	238,0
Plus de 10 ans	8,8	8,9	76,7	3,5	2,3	9,9
Total	1 112,1	781,5	766,8	853,8	850,8	1 017,6

2.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	6,61	7,25	7,45	6,56	6,42	6,08
Particuliers	8,43	8,92	8,06	8,32	8,11	7,53
Clientèle financière	7,31	6,81	7,44	8,00	7,16	10,47
Sociétés d'Etat et EPIC	7,61	7,76	7,12	6,39	7,01	7,39
Assurances-Caisses de retraite	6,73	7,50	9,49	6,91	0,24	7,97
Entreprises privées du secteur productif	8,44	7,75	7,68	7,27	6,98	6,90
Entreprises individuelles	10,53	10,96	10,63	10,20	9,37	7,19
Coopératives et groupements villageois	7,85	10,26	7,75		9,00	8,11
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,98	8,62	8,41	8,92	7,10	9,06
Personnels des banques	4,36	1,62	2,06	1,99	4,79	2,26
Total	8,09	7,88	7,78	7,31	7,16	6,91

Tableau 2.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	8,18	8,43	7,91	7,27	8,60	5,91
Exportation	8,22	7,38	7,38	7,43	7,43	6,24
Equipement	9,29	8,85	8,14	7,96	6,79	6,65
Consommation	7,14	8,69	7,59	8,16	7,95	7,02
Trésorerie	8,56	7,85	7,92	7,23	7,12	7,01
Autres	7,50	7,41	7,51	7,07	6,83	7,18
Total	8,09	7,88	7,78	7,31	7,16	6,91

Tableau 2.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	8,45	7,38	7,95	7,78	6,80	7,14
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,23	7,34	7,45	7,56	7,13	7,66
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,38	8,53	8,26	8,56	7,37	7,49
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,34	7,68	7,58	7,32	6,85	6,53
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,69	7,87	8,08	7,45	7,69	7,23
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,25	8,06	8,10	6,64	7,14	7,00
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,91	8,44	7,81	7,37	7,40	6,57
Plus de 10 ans	6,67	7,24	7,14	5,80	6,14	7,00
Total	8,09	7,88	7,78	7,31	7,16	6,91

2.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 2.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	60,5	116,6	78,5	158,6	219,1	513,3
Particuliers	102,9	85,4	113,2	126,0	70,3	201,2
Cliantèle financière	26,9	44,7	32,3	17,3	14,4	54,0
Sociétés d'Etat et EPIC	30,2	47,4	15,1	32,5	67,7	160,4
Assurances-Caisses de retraite	57,1	51,3	62,2	8,8	19,3	330,0
Entreprises privées du secteur productif	145,6	97,1	113,6	121,0	137,9	319,2
Entreprises individuelles	2,7	16,2	6,5	13,2	2,0	7,9
Coopératives et groupements villageois	1,1	9,1	8,0	6,5	2,7	21,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	17,2	8,1	24,8	14,7	2,5	8,2
Personnel des banques	0,3	0,4	0,3	0,0	0,2	1,0
Total	444,64	476,41	454,42	498,52	536,15	1616,37

Tableau 2.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	438,2	472,6	450,3	490,1	520,4	1 616,3
Epargne à régime spécial		0,7	0,0	2,0	7,1	0,0
Bon de caisse		0,0		2,0		
Certificat de dépôt	1,5	0,0				
Autres	4,9	3,1	4,1	4,4	8,7	
Total	444,64	476,41	454,42	498,52	536,15	1616,37

Tableau 2.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	3,8	33,3	2,2	27,7	4,7	350,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	65,6	96,8	39,9	11,1	36,7	400,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	38,6	57,6	46,6	85,5	26,2	80,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	88,7	41,5	65,6	87,6	96,9	297,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	56,8	39,4	64,0	54,5	98,1	17,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	157,9	145,7	117,6	151,7	218,9	424,8
sup à 5 et inf à 10 ans	32,2	46,3	96,4	69,1	51,6	41,4
Sup à 10 ans ou non déterminée	0,9	15,9	21,9	11,3	3,1	3,6
Total	444,64	476,41	454,42	498,52	536,15	1616,37

2.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	6,17	5,88	5,33	4,90	5,49	5,28
Particuliers	5,16	5,41	5,56	5,76	5,55	5,27
Cliantèle financière	5,93	5,68	6,30	6,26	5,73	5,43
Sociétés d'Etat et EPIC	6,58	6,73	5,43	5,83	5,94	5,21
Assurances-Caisses de retraite	6,40	6,58	6,66	6,05	5,97	5,95
Entreprises privées du secteur productif	5,64	5,40	5,73	5,49	5,33	5,28
Entreprises individuelles	4,56	6,07	3,58	3,14	5,83	5,65
Coopératives et groupements villageois	5,26	6,60	6,09	5,18	5,86	5,17
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,92	5,40	5,98	5,11	4,81	5,04
Personnel des banques	4,81	4,60	4,38	3,60	4,97	4,67
Total	5,78	5,85	5,76	5,35	5,54	5,40

Tableau 2.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,78	5,85	5,77	5,35	5,52	5,40
Epargne à régime spécial		6,50	3,75	6,50	6,97	3,70
Bon de caisse		3,50		6,50		
Certificat de dépôt	6,50	3,65				
Autres	5,57	5,61	5,36	4,69	5,28	
Total	5,78	5,85	5,76	5,35	5,54	5,40

Tableau 2.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	4,63	3,57	4,16	3,99	3,21	5,43
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,94	6,16	5,35	5,65	5,25	5,71
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,62	5,97	5,90	4,58	5,56	5,42
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,87	5,70	5,62	5,56	5,63	5,14
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,61	5,84	5,66	5,55	5,22	5,11
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,81	6,17	6,09	5,50	5,64	5,25
sup ou égale à 10 ans	5,68	5,74	5,65	6,01	5,96	5,72
Non déterminée	5,11	6,09	5,91	5,56	5,51	5,46
Total	5,78	5,85	5,76	5,35	5,54	5,40

3. BURKINA

3.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 3.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	32,8	0,0	27,7	57,8	148,5	36,1
Particuliers	363,2	360,7	353,9	379,8	450,0	728,0
Clientèle financière	3,0	3,3	0,8	2,3	17,4	2,6
Sociétés d'Etat et EPIC	82,7	75,9	64,2	71,5	29,6	142,5
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,2	0,7	2,4	7,9	64,6
Entreprises privées du secteur productif	890,8	1 035,8	780,2	638,3	832,2	1 181,2
Entreprises individuelles	152,7	118,6	73,2	143,6	103,6	215,5
Coopératives et groupements villageois	9,3	3,7	0,7	18,6	2,8	
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	17,6	19,3	397,2	383,3	330,9	21,1
Personnels des banques	14,0	11,7	8,6	11,6	8,4	6,4
Total	1 566,1	1 629,2	1 707,1	1 709,1	1 931,4	2 397,9

Tableau 3.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	13,2	12,3	10,0	11,3	30,7	196,2
Exportation	11,9	3,0	18,4	13,8	9,1	14,8
Equipement	200,1	174,9	414,9	485,4	518,0	330,4
Consommation	224,6	253,8	219,9	216,6	202,9	548,8
Trésorerie	873,0	884,5	638,5	653,8	865,2	943,1
Autres	243,3	300,7	405,4	328,2	305,5	362,0
Total	1 566,1	1 629,2	1 707,1	1 709,1	1 931,4	2 397,9

Tableau 3.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	194,7	261,4	217,5	209,6	251,1	467,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	297,1	317,9	261,1	148,6	251,7	98,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	280,1	190,9	229,7	290,3	313,1	266,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	289,5	306,1	359,2	319,8	434,1	468,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	80,2	129,7	92,5	125,6	86,3	126,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	208,3	202,5	212,6	263,4	270,9	356,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	205,1	212,3	321,2	343,0	310,4	602,0
Plus de 10 ans	11,1	8,5	13,2	8,8	13,6	9,0
Total	1 566,1	1 629,2	1 707,1	1 709,1	1 931,4	2 397,9

3.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	6,95	9,50	6,55	6,48	5,24	5,51
Particuliers	7,70	7,26	7,19	6,87	6,82	7,09
Clientèle financière	7,61	7,16	9,60	7,73	7,52	6,55
Sociétés d'Etat et EPIC	6,44	5,45	6,35	6,00	5,46	7,00
Assurances-Caisses de retraite	12,50	11,18	11,85	6,30	7,84	5,53
Entreprises privées du secteur productif	7,32	7,07	6,98	6,85	6,06	6,62
Entreprises individuelles	9,58	9,81	10,23	8,57	7,83	6,79
Coopératives et groupements villageois	8,34	9,02	8,20	8,96	9,80	
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,88	7,91	8,39	8,31	8,16	7,10
Personnels des banques	1,67	2,11	1,99	2,55	2,41	2,13
Total	7,54	7,21	7,44	7,27	6,63	6,75

Tableau 3.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	5,55	5,99	6,73	6,78	6,67	7,48
Exportation	7,12	8,75	6,86	6,58	6,58	6,66
Equipement	7,85	8,03	8,16	8,11	7,93	6,51
Consommation	7,44	7,14	7,41	7,37	6,91	6,96
Trésorerie	7,43	7,25	7,47	7,17	5,97	6,88
Autres	7,88	6,73	6,70	6,21	6,11	5,90
Total	7,54	7,21	7,44	7,27	6,63	6,75

Tableau 3.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	7,87	7,22	7,51	7,46	5,87	6,96
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6,87	6,46	6,40	6,62	5,66	6,22
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,49	7,58	7,39	6,95	6,51	6,83
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,04	7,61	8,32	7,99	7,21	6,96
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,94	6,71	7,57	7,12	7,11	6,72
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7,84	7,95	7,70	7,47	7,38	6,98
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,24	7,10	7,12	6,99	6,67	6,37
Plus de 10 ans	4,35	5,13	6,21	5,48	4,28	4,12
Total	7,54	7,21	7,44	7,27	6,63	6,75

3.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	93,3	49,0	58,7	58,7	104,5	324,9
Particuliers	135,2	161,2	179,8	112,0	182,8	251,1
Clientèle financière	538,9	198,4	234,4	212,1	350,6	68,6
Sociétés d'Etat et EPIC	187,1	336,6	179,1	213,0	222,5	300,6
Assurances-Caisses de retraite	420,3	337,2	525,9	407,7	576,2	161,2
Entreprises privées du secteur productif	293,5	245,9	163,0	181,4	296,2	386,2
Entreprises individuelles	21,0	28,9	9,2	20,9	28,8	166,3
Coopératives et groupements villageois	38,9	43,1	3,2	0,5	4,3	20,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	128,5	199,3	302,4	274,0	343,1	58,0
Personnels des banques	0,9	1,5	4,0	1,3	7,8	5,9
Total	1 857,6	1 601,2	1 659,7	1 481,6	2 116,6	1 743,3

Tableau 3.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	1 772,1	1 601,1	1 657,3	1 481,6	2 112,4	1 707,5
Epargne à régime spécial	85,5	0,1	2,1	0,0	3,6	35,8
Bon de caisse			0,3			0,0
Certificat de dépôt						0,0
Autres					0,6	0,0
Total	1 857,6	1 601,2	1 659,7	1 481,6	2 116,6	1 743,3

3.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	432,6	116,8	104,2	185,4	448,6	71,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	432,7	425,5	396,0	344,2	505,1	170,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	442,1	396,8	455,3	426,1	550,3	110,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	169,9	236,7	268,6	189,7	223,6	303,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	180,2	212,3	181,1	156,3	133,5	69,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	191,2	188,3	216,6	138,5	223,1	755,9
sup ou égale à 10 ans	8,9	24,7	30,7	40,8	32,1	133,8
Non déterminée	0,1	0,0	7,3	0,6	0,4	129,1
Total	1 857,6	1 601,2	1 659,7	1 481,6	2 116,6	1 743,3

3.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	6,01	5,29	5,27	5,72	3,11	6,40
Particuliers	4,78	4,73	4,27	4,90	5,17	4,89
Clientèle financière	4,69	6,11	5,97	6,07	6,17	6,04
Sociétés d'Etat et EPIC	6,13	5,81	5,56	5,89	5,95	5,53
Assurances-Caisses de retraite	6,28	6,23	6,22	6,22	6,25	5,89
Entreprises privées du secteur productif	5,01	5,10	5,22	5,46	5,64	5,50
Entreprises individuelles	4,61	4,41	4,43	5,39	4,95	5,27
Coopératives et groupements villageois	5,83	5,74	4,97	4,25	5,53	5,42
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,59	5,77	5,87	5,95	5,85	5,64
Personnels des banques	4,41	4,70	6,22	4,22	5,79	4,85
Total	5,40	5,67	5,70	5,87	5,79	5,62

Tableau 3.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,50	5,67	5,70	5,87	5,79	5,62
Epargne à régime spécial	3,33	0,00	5,98	0,00	3,74	5,49
Bon de caisse			4,98			
Certificat de dépôt						
Autres					0,06	
Total	5,40	5,67	5,70	5,87	5,79	5,62

Tableau 3.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	4,02	5,25	5,00	5,80	5,22	4,69
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,81	5,64	5,61	5,68	5,99	5,14
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,88	5,77	5,99	6,09	6,06	5,18
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,66	5,58	5,21	5,86	5,63	5,32
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,76	5,55	5,64	5,68	5,46	4,94
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,94	5,98	6,14	5,96	6,07	5,96
sup ou égale à 10 ans	5,32	5,97	6,17	6,21	6,22	6,22
Non déterminée	3,93	2,85	6,22	4,07	5,56	5,62
Total	5,40	5,67	5,70	5,87	5,79	5,62

4. COTE D'IVOIRE

4.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 4.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	175,0	353,0	345,7	195,5	209,2	497,6
Particuliers	687,2	503,1	792,0	1 104,2	1 488,3	537,3
Clientèle financière	50,4	10,7	14,7	7,3	20,8	53,1
Sociétés d'Etat et EPIC	55,6	166,7	65,1	253,3	245,0	148,3
Assurances-Caisses de retraite	4,0	30,2	22,1	26,2	34,9	152,1
Entreprises privées du secteur productif	2 498,3	2 449,0	2 697,1	2 547,5	2 673,0	4 165,3
Entreprises individuelles	763,8	948,9	1 243,7	965,2	882,9	594,7
Coopératives et groupements villageois	10,4	10,2	5,2	7,9	31,3	155,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	26,4	6,0	131,8	154,7	307,2	29,8
Personnels des banques	97,5	18,2	26,2	13,3	13,7	47,6
Total	4 368,5	4 496,0	5 343,8	5 275,2	5 906,4	6 380,8

Tableau 4.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	36,4	140,2	120,5	51,7	182,9	598,7
Exportation	12,4	7,3	69,7	60,8	53,6	76,4
Equipement	352,7	406,6	347,5	459,2	525,8	738,3
Consommation	1 185,5	500,9	875,3	1 141,6	1 672,0	691,6
Trésorerie	2 171,7	3 205,1	3 608,2	3 002,8	3 065,4	3 530,5
Autres	609,7	236,0	322,7	559,2	406,7	745,3
Total	4 368,5	4 496,0	5 343,8	5 275,2	5 906,4	6 380,8

Tableau 4.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	1 442,4	946,4	1 049,4	1 163,0	1 483,1	2 192,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1 173,8	1 554,7	2 030,7	1 348,8	1 572,3	1 147,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	310,3	356,4	312,4	592,8	538,4	719,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	304,1	349,4	461,7	638,1	762,6	963,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	161,8	184,0	199,6	175,8	251,7	182,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	601,5	634,8	619,0	584,8	639,8	561,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	286,2	391,2	626,2	533,7	588,5	514,9
Plus de 10 ans	88,2	79,1	44,9	238,1	70,0	98,4
Total	4 368,5	4 496,0	5 343,8	5 275,2	5 906,4	6 380,8

4.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	3,93	5,46	4,13	5,87	5,49	4,10
Particuliers	8,01	8,42	7,57	6,85	6,66	7,94
Clientèle financière	6,03	7,48	6,18	7,91	7,44	6,74
Sociétés d'Etat et EPIC	6,33	6,22	6,84	4,58	2,91	4,21
Assurances-Caisses de retraite	7,79	6,63	7,21	6,45	6,93	7,16
Entreprises privées du secteur productif	6,36	6,76	6,61	6,61	6,63	5,31
Entreprises individuelles	5,03	4,92	5,36	5,43	6,02	6,49
Coopératives et groupements villageois	6,82	6,90	10,13	9,42	9,64	5,65
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,32	7,57	8,09	7,58	7,11	6,50
Personnels des banques	1,98	2,82	3,76	2,38	2,92	3,37
Total	6,17	6,42	6,33	6,34	6,39	5,58

Tableau 4.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	8,78	8,38	7,73	7,12	7,02	5,33
Exportation	5,48	8,23	8,37	8,47	7,68	6,63
Equipement	7,16	6,90	7,03	6,75	7,29	6,35
Consommation	6,38	8,28	7,84	7,10	6,74	6,83
Trésorerie	5,76	5,97	5,81	5,93	5,99	5,03
Autres	6,56	6,57	6,32	6,37	6,37	6,31
Total	6,17	6,42	6,33	6,34	6,39	5,58

Tableau 4.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,45	5,63	5,64	6,03	6,13	4,95
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,01	5,45	5,82	5,48	5,33	4,30
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,40	6,86	6,58	5,77	5,89	5,23
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7,21	7,85	6,55	6,66	7,05	7,23
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,82	7,56	7,50	8,09	7,21	6,38
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7,93	7,92	7,40	7,71	7,71	7,03
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,43	7,48	7,45	7,63	7,72	6,67
Plus de 10 ans	6,45	6,59	5,74	5,84	5,96	5,26
Total	6,17	6,42	6,33	6,34	6,39	5,58

4.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 4.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	28,0	123,8	12,6	221,5	89,3	152,1
Particuliers	383,9	400,5	525,5	474,8	585,4	358,1
Clientèle financière	135,9	33,4	90,3	42,5	52,1	15,5
Sociétés d'Etat et EPIC	171,8	237,6	237,8	131,5	193,4	68,4
Assurances-Caisses de retraite	115,8	113,3	88,7	175,1	213,1	231,2
Entreprises privées du secteur productif	474,3	547,1	655,6	608,9	755,4	1 429,9
Entreprises individuelles	168,4	211,9	252,3	274,7	115,9	117,7
Coopératives et groupements villageois	17,5	42,6	3,0	16,5	7,7	30,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	78,6	131,5	43,6	102,8	160,0	23,5
Personnels des banques	2,6	5,4	15,3	1,7	3,9	8,9
Total	1 576,9	1 847,0	1 924,8	2 050,0	2 176,2	2 435,7

Tableau 4.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	1 339,9	1 616,9	1 681,1	1 787,4	1 995,9	2 415,8
Epargne à régime spécial	101,0	89,7	142,7	181,9	137,0	7,5
Bon de caisse	126,7	140,5	100,9	80,7	43,3	11,8
Certificat de dépôt						
Autres	9,2	0,0	0,1	0,1		0,5
Total	1 576,9	1 847,0	1 924,8	2 050,0	2 176,2	2 435,7

Tableau 4.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	269,0	243,9	346,8	238,2	260,8	498,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	359,8	459,5	381,0	612,4	646,6	672,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	333,8	354,0	323,1	290,7	226,9	209,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	231,9	300,4	281,1	289,6	479,1	572,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	159,3	184,7	242,1	155,0	180,7	103,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	156,4	145,9	123,3	172,3	167,0	206,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans						170,2
Non déterminée	66,8	158,5	227,4	291,8	215,1	2,6
Total	1 576,9	1 847,0	1 924,8	2 050,0	2 176,2	2 435,7

4.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	5,32	4,64	5,16	4,60	3,87	3,09
Particuliers	5,18	5,10	4,96	4,67	4,52	4,64
Clientèle financière	5,65	5,19	6,42	5,31	5,08	4,70
Sociétés d'Etat et EPIC	5,04	5,31	4,93	5,05	5,24	4,81
Assurances-Caisses de retraite	5,74	5,63	5,96	5,06	5,42	5,47
Entreprises privées du secteur productif	5,17	5,13	4,94	4,81	4,56	4,74
Entreprises individuelles	3,62	3,65	4,33	4,79	4,05	4,42
Coopératives et groupements villageois	5,08	4,41	3,87	4,58	3,94	4,70
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,17	5,45	4,93	5,21	4,74	4,25
Personnels des banques	5,21	6,05	5,14	6,15	5,33	4,77
Total	5,08	4,98	4,98	4,82	4,67	4,67

Tableau 4.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,21	5,08	5,06	4,84	4,66	4,67
Epargne à régime spécial	4,47	4,68	4,42	4,69	4,52	5,26
Bon de caisse	4,12	4,11	4,44	4,51	5,42	5,54
Certificat de dépôt						
Autres	5,35	3,50	3,87	4,03		4,98
Total	5,08	4,98	4,98	4,82	4,67	4,67

Tableau 4.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,22	5,05	5,27	4,10	4,29	4,74
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,52	5,20	5,06	5,00	4,45	4,40
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,88	4,73	4,80	4,63	4,64	4,44
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,77	4,73	4,72	4,77	4,70	4,60
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,68	4,80	4,69	4,54	4,51	4,08
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,21	5,12	5,01	5,20	5,17	5,15
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans						5,82
Non déterminée	5,30	5,39	5,30	5,18	5,45	5,66
Total	5,10	4,98	4,98	4,82	4,67	4,67

5. GUINÉE BISSAU

5.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 5.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	4,38	5,17	1,67	34,72	38,87	22,44
Particuliers	21,76	15,39	43,55	25,99	9,07	18,64
Clientèle financière		0,25	1,02		1,87	
Sociétés d'Etat et EPIC		2,87	0,01	3,93	11,14	0,34
Assurances-Caisses de retraite		0,85				2,72
Entreprises privées du secteur productif	29,86	39,48	31,20	42,53	65,26	93,07
Entreprises individuelles	0,15	0,15	10,44	7,24	4,35	1,65
Coopératives et groupements villageois	0,07	0,12	0,09			
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,53	0,29	0,06		0,00	0,02
Personnels des banques	0,03	0,31	0,90	0,64	0,82	1,11
Total	56,8	64,9	88,9	115,0	131,4	140,0

Tableau 5.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	0,17	0,97	1,49	1,91	0,79	24,58
Exportation	0,11	2,92	10,12	4,31	44,00	3,97
Equipement	0,41	3,11	0,30	0,92	0,94	21,45
Consommation	21,83	14,07	42,81	18,63	10,98	8,50
Trésorerie	30,72	40,82	27,98	72,35	66,79	42,50
Autres	3,53	2,99	6,24	16,93	7,89	39,00
Total	56,8	64,9	88,9	115,0	131,4	140,0

Tableau 5.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,34	3,13	16,06	18,52	23,90	59,43
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	2,69	5,79	7,69	16,81	22,99	6,01
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	17,92	31,18	23,33	24,56	32,30	24,11
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,58	8,20	4,16	17,44	9,71	9,26
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,69	2,59	1,75	1,89	9,52	4,82
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,84	9,41	19,56	26,71	21,42	23,76
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,46	4,22	15,98	8,58	11,41	11,96
Plus de 10 ans	0,26	0,35	0,40	0,54	0,15	0,65
Total	56,8	64,9	88,9	115,0	131,4	140,0

5.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	6,38	7,23	6,38	6,88	6,23	6,89
Particuliers	9,39	9,81	9,38	9,37	10,11	9,26
Clientèle financière		4,85	10,96		10,00	
Sociétés d'Etat et EPIC		6,50	12,00	11,05	9,62	11,47
Assurances-Caisses de retraite		7,41				6,50
Entreprises privées du secteur productif	9,39	9,81	9,05	8,93	9,34	9,12
Entreprises individuelles	7,98	8,85	9,88	9,48	8,02	9,40
Coopératives et groupements villageois	5,00	7,21	11,50			
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,81	6,06	11,31		12,00	11,59
Personnels des banques	3,19	3,41	3,53	2,54	2,73	3,15
Total	9,12	9,35	9,23	8,48	8,42	8,86

Tableau 5.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	10,45	6,50	8,46	8,67	9,12	7,90
Exportation	5,25	10,52	9,75	9,72	9,76	8,38
Equipement	9,34	9,39	11,59	8,30	9,98	8,25
Consommation	9,30	9,88	9,28	8,95	7,68	10,06
Trésorerie	8,94	9,11	9,28	8,37	7,75	9,57
Autres	9,64	9,88	7,90	8,12	7,47	8,78
Total	9,12	9,35	9,23	8,48	8,42	8,86

Tableau 5.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	8,71	9,31	9,25	8,22	8,39	9,42
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	8,01	7,83	9,29	9,54	8,52	9,31
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,81	10,34	9,54	9,39	9,64	7,98
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,09	7,86	8,56	7,31	6,56	8,20
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,59	8,99	10,16	9,49	7,54	7,62
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,56	9,08	9,04	8,19	7,66	8,84
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,36	8,43	9,20	7,53	8,63	8,34
Plus de 10 ans	3,00	3,00	3,65	6,02	6,20	4,03
Total	9,12	9,35	9,23	8,48	8,42	8,86

5.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 5.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	0,25		2,24	1,95	5,73	
Particuliers	3,33	1,03	9,14	12,37	11,39	16,22
Clientèle financière	16,36	12,77			13,24	
Sociétés d'Etat et EPIC			5,98	7,89		
Assurances-Caisses de retraite	0,26	0,00	1,62		0,31	
Entreprises privées du secteur productif	17,31	3,73	6,02	4,60	5,01	6,96
Entreprises individuelles	0,01	0,04	0,06	0,15	0,13	3,71
Coopératives et groupements villageois	0,01	0,19	0,08	0,08	0,04	
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,05	0,01	0,22	0,10	0,05	
Personnels des banques						0,00
Total	38,58	17,76	25,36	27,15	35,89	26,9

Tableau 5.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	38,6	17,8	25,4	27,2	35,9	26,9
Epargne à régime spécial						
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	38,6	17,8	25,4	27,15	35,9	26,9

Tableau 5.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,8	0,1	0,2	0,0	1,5	0,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	12,6	3,1	3,3	2,1	3,4	1,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,8	4,9	6,5	5,9	7,3	5,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,2	2,3	3,7	5,8	6,8	15,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,8	1,9	5,7	11,4	11,9	0,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	3,8	4,1	2,5	0,6	3,9	2,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans			3,0	1,3	0,0	0,8
Non déterminée	0,6	1,4	0,6		1,0	0,3
Total	38,6	17,8	25,4	27,15	35,9	26,9

5.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	3,50		5,74	6,56	3,97	
Particuliers	4,05	3,89	3,78	4,29	5,26	4,75
Clientèle financière	3,86	4,10			4,35	
Sociétés d'Etat et EPIC			4,53	4,89		
Assurances-Caisses de retraite	2,50	5,25	6,72		3,56	
Entreprises privées du secteur productif	4,74	4,07	5,11	4,30	4,52	5,08
Entreprises individuelles	1,50	1,62	3,42	2,59	3,08	3,51
Coopératives et groupements villageois	3,50	3,50	3,26	2,50	2,50	
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,21	1,75	2,74	3,55	3,09	
Personnel de banque						3,50
Total	4,24	4,07	4,62	4,61	4,59	4,84

Tableau 5.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	4,24	4,07	4,62	4,61	4,59	4,84
Epargne à régime spécial						
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	4,24	4,07	4,62	4,61	4,59	4,84

Tableau 5.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	4,32	3,07	3,24	2,67	4,89	5,06
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,74	3,95	5,15	5,33	4,01	3,58
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	3,62	3,42	3,97	3,71	4,51	3,41
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	3,50	2,83	4,01	4,04	3,00	5,16
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,62	3,34	5,07	5,25	5,24	3,40
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,27	5,88	5,65	3,99	6,19	5,40
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans			4,96	4,68	3,50	2,92
Non déterminée	3,66	4,36	2,70		3,41	3,65
Total	4,24	4,07	4,62	4,61	4,59	4,84

6. MALI**6.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 6.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	15,0	8,6	54,6	75,9	69,3	9,8
Particuliers	232,3	215,6	211,9	246,6	230,8	354,9
Clientèle financière	5,5	6,8	6,1	22,6	18,7	3,7
Sociétés d'Etat et EPIC	10,3	39,0	17,7	18,4	32,2	135,5
Assurances-Caisses de retraite	0,6	6,1	4,1	3,2	4,5	7,1
Entreprises privées du secteur productif	810,0	991,0	964,3	970,9	817,9	1 033,5
Entreprises individuelles	118,9	95,4	185,7	223,4	179,8	95,3
Coopératives et groupements villageois	10,8	6,1	14,3	11,2	8,5	0,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	85,7	83,6	131,1	22,5	45,7	1,5
Personnels des banques	7,2	6,9	12,9	8,5	15,8	5,7
Total	1 296,3	1 459,1	1 602,5	1 603,2	1 423,2	1 647,3

Tableau 6.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	46,2	19,3	24,3	10,5	56,0	217,8
Exportation	3,0	35,8	48,4	95,6	79,3	1,1
Equipement	143,6	134,0	164,2	239,1	231,6	315,7
Consommation	190,8	169,8	210,4	217,1	209,4	347,6
Trésorerie	749,3	931,7	974,3	875,7	688,9	446,6
Autres	163,5	168,6	180,9	165,2	158,0	318,5
Total	1 296,3	1 459,1	1 602,5	1 603,2	1 423,2	1 647,3

Tableau 6.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	194,5	192,6	173,7	133,7	141,0	423,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	106,7	181,8	140,9	127,4	98,8	68,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	283,9	304,1	294,1	273,6	219,3	175,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	188,1	293,0	458,1	513,6	366,2	358,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	183,4	164,1	205,3	162,3	184,3	201,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	209,6	189,9	183,4	237,2	264,3	229,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	104,2	114,6	107,2	126,0	136,0	172,2
Plus de 10 ans	25,8	19,2	39,8	29,4	13,3	18,0
Total	1 296,3	1 459,1	1 602,5	1 603,2	1 423,2	1 647,3

6.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	7,97	7,80	6,04	5,07	4,85	5,74
Particuliers	9,00	9,00	8,87	8,73	8,40	7,68
Cientèle financière	7,46	7,79	8,06	6,96	6,34	7,02
Sociétés d'Etat et EPIC	6,15	6,31	7,94	0,14	3,81	6,90
Assurances-Caisses de retraite	8,85	8,18	6,57	7,41	9,49	7,06
Entreprises privées du secteur productif	8,30	7,80	7,75	7,67	8,07	7,59
Entreprises individuelles	9,51	9,58	8,79	8,57	8,98	8,79
Coopératives et groupements villageois	9,85	9,77	8,03	6,29	9,18	9,55
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,09	7,06	7,06	7,25	6,55	9,77
Personnels des banques	2,28	1,83	2,13	1,38	1,41	2,50
Total	8,34	7,99	7,86	7,69	7,85	7,59

Tableau 6.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	5,79	7,27	6,53	5,36	7,96	8,04
Exportation	9,16	6,11	7,36	6,90	8,65	8,46
Equipement	8,32	8,03	7,82	7,08	7,74	7,47
Consommation	9,37	8,98	8,55	8,93	8,02	7,28
Trésorerie	8,36	7,91	7,94	7,74	8,18	8,22
Autres	7,79	7,88	7,00	7,24	5,93	6,86
Total	8,34	7,99	7,86	7,69	7,85	7,59

Tableau 6.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	7,33	7,76	7,70	6,38	4,96	7,60
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	8,36	7,65	7,38	7,16	7,46	6,89
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,64	8,55	8,25	8,15	8,03	7,41
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,95	8,09	7,89	8,04	8,09	7,55
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,09	7,11	7,71	7,28	9,03	7,97
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,88	8,27	8,33	7,57	8,16	7,63
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,72	8,17	7,71	8,18	8,32	7,79
Plus de 10 ans	4,08	6,91	6,12	6,61	4,11	5,92
Total	8,34	7,99	7,86	7,69	7,85	7,59

6.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 6.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	102,1	79,1	60,5	50,4	81,8	174,6
Particuliers	115,3	122,3	158,7	112,3	95,8	163,0
Clientèle financière	15,1	44,0	44,5	24,2	38,0	0,2
Sociétés d'Etat et EPIC	16,9	72,8	21,5	9,9	3,3	49,1
Assurances-Caisses de retraite	12,2	19,7	7,0	8,2	6,3	36,3
Entreprises privées du secteur productif	138,4	114,2	123,0	125,2	130,2	233,4
Entreprises individuelles	18,8	18,8	18,9	14,3	11,5	189,1
Coopératives et groupements villageois	1,3	5,2	1,5	1,6	2,4	0,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,2	14,3	3,2	3,8	4,6	5,2
Personnel des banques	0,6	0,0		0,1		0,5
Total	428,0	490,7	438,8	349,8	373,9	852,4

Tableau 6.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	420,6	467,6	429,9	341,3	355,2	852,4
Epargne à régime spécial	6,9	23,0	8,9	2,5	18,7	0,0
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres	0,5			6,0		
Total	428,0	490,7	438,8	349,8	373,9	852,4

Tableau 6.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,3	51,2	37,5	23,9	29,2	46,1
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	58,3	65,3	27,2	34,6	52,5	416,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	55,5	67,1	47,6	53,2	40,5	29,4
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	142,0	146,1	119,9	118,4	81,6	194,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	70,2	56,1	40,9	23,7	76,8	89,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	82,6	88,1	97,8	79,9	85,0	69,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,8	14,4	63,8	8,0	8,1	7,4
Non déterminée	2,2	2,3	4,0	8,2	0,2	0,0
Total	428,0	490,7	438,8	349,8	373,9	852,4

6.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	4,50	4,59	4,39	4,61	3,21	4,97
Particuliers	4,40	4,80	4,78	4,90	4,73	5,22
Clientèle financière	4,73	3,66	5,55	5,49	4,98	4,01
Sociétés d'Etat et EPIC	4,70	5,64	4,61	4,54	5,49	5,01
Assurances-Caisses de retraite	5,09	5,54	5,54	4,99	4,05	4,69
Entreprises privées du secteur productif	5,41	5,12	5,08	5,16	5,44	5,12
Entreprises individuelles	5,25	5,09	5,40	5,16	5,14	4,63
Coopératives et groupements villageois	5,02	5,68	4,89	5,23	4,30	5,92
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,89	5,22	4,75	4,73	3,93	5,13
Personnel des banques	4,95	3,96		4,00		4,94
Total	4,82	4,92	4,92	5,00	4,67	4,98

Tableau 6.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	4,82	4,94	4,92	4,99	4,65	4,98
Epargne à régime spécial	4,85	4,62	4,89	4,83	4,87	4,68
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres	5,97			5,18		
Total	4,82	4,92	4,92	5,00	4,67	4,98

Tableau 6.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	4,55	4,41	4,46	4,91	3,92	5,33
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,36	5,22	5,10	5,02	4,93	4,88
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,62	5,21	4,98	4,88	5,35	4,84
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,66	4,90	4,75	4,90	4,77	5,16
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,38	4,93	4,75	5,04	5,66	4,46
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,30	4,71	5,35	5,31	3,39	5,41
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	4,34	5,75	4,91	5,07	5,20	5,96
Non déterminée	5,91	4,59	3,88	4,08	3,81	5,10
Total	4,82	4,92	4,92	5,00	4,67	4,98

7. NIGER

7.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 7.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	41,5	16,9	23,2	12,4	6,2	34,0
Particuliers	117,4	125,4	138,4	102,7	99,1	100,2
Cientèle financière	3,3	0,6	3,1	0,7	1,1	0,0
Sociétés d'Etat et EPIC	12,6	6,1	10,4	15,1	63,3	69,9
Assurances-Caisses de retraite	9,5	10,5	4,7	17,8	27,3	3,9
Entreprises privées du secteur productif	160,2	125,4	200,9	275,0	288,2	293,1
Entreprises individuelles	213,2	213,4	154,6	212,3	235,2	243,7
Coopératives et groupements villageois	1,5	2,0	0,4	0,9	2,4	3,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	2,7	2,1	24,8	1,3	13,7	3,3
Personnels des banques	4,5	6,1	8,1	6,5	6,6	5,0
Total	566,4	508,5	568,5	644,7	743,1	756,0

Tableau 7.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	13,1	17,9	13,9	16,2	45,6	15,6
Exportation	6,8	3,9	4,1	1,7	14,3	8,9
Equipement	31,9	25,4	59,3	33,4	43,2	130,9
Consommation	149,3	62,9	80,8	92,6	92,3	91,2
Trésorerie	336,2	347,8	373,3	418,0	454,4	385,7
Autres	29,2	50,6	37,1	82,8	93,2	123,8
Total	566,4	508,5	568,5	644,7	743,1	756,0

Tableau 7.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	177,4	198,0	232,1	308,1	317,3	149,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	62,5	39,3	50,4	35,4	31,3	51,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	59,4	45,3	39,4	43,3	69,9	114,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	78,3	68,9	56,7	77,3	72,5	123,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	53,0	35,5	31,3	32,8	56,9	59,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	101,2	75,5	102,2	88,5	108,3	139,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	28,1	34,8	40,4	55,1	61,5	105,5
Plus de 10 ans	6,6	11,2	16,0	4,3	25,2	13,1
Total	566,4	508,5	568,5	644,7	743,1	756,0

7.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	8,44	8,76	7,33	6,67	7,61	6,12
Particuliers	10,06	9,46	9,32	10,87	9,69	8,93
Cientèle financière	9,99	10,32	9,59	10,95	9,49	11,64
Sociétés d'Etat et EPIC	9,46	7,47	7,55	7,99	6,75	7,27
Assurances-Caisses de retraite	10,96	10,57	9,03	9,77	6,82	9,08
Entreprises privées du secteur productif	9,65	9,86	9,14	8,96	8,35	7,58
Entreprises individuelles	10,36	10,00	9,96	9,60	9,14	9,12
Coopératives et groupements villageois	10,50	10,96	10,85	10,13	9,15	6,14
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,55	11,24	9,06	10,61	5,59	9,42
Personnels des banques	2,18	2,09	3,80	4,03	2,40	2,43
Total	9,89	9,69	9,23	9,39	8,48	8,14

Tableau 7.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	9,12	7,45	7,41	8,50	8,15	5,76
Exportation	8,56	8,22	3,01	9,22	8,60	7,30
Equipement	9,23	9,54	7,24	8,37	8,09	7,29
Consommation	9,49	9,49	9,59	9,45	9,27	8,57
Trésorerie	10,22	9,95	9,68	9,25	8,59	8,55
Autres	9,46	9,08	8,41	10,62	7,47	7,79
Total	9,89	9,69	9,23	9,39	8,48	8,14

Tableau 7.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	10,88	10,59	10,20	9,74	9,30	8,11
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,79	9,04	8,23	8,57	7,99	9,10
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,64	9,61	9,05	9,55	8,11	8,82
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,93	8,84	8,82	8,40	8,10	8,49
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,23	9,46	10,14	9,05	7,79	8,54
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,98	9,42	8,36	9,88	7,46	7,69
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,35	9,05	8,34	8,98	8,25	7,25
Plus de 10 ans	7,29	5,90	6,22	4,90	7,45	5,47
Total	9,89	9,69	9,23	9,39	8,48	8,14

7.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 7.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	56,5	43,5	11,9	7,2	23,6	19,4
Particuliers	12,8	23,3	22,6	20,4	23,1	107,3
Clientèle financière	27,9	20,6	13,8	25,0	36,9	0,3
Sociétés d'Etat et EPIC	18,3	14,4	9,6	16,6	16,0	8,7
Assurances-Caisses de retraite	56,8	38,9	35,0	43,3	49,1	104,3
Entreprises privées du secteur productif	30,6	41,8	45,5	19,8	8,9	22,1
Entreprises individuelles	8,3	13,3	4,9	12,2	12,3	5,7
Coopératives et groupements villageois	0,4	1,5	0,9	0,5	2,4	7,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,7	0,8	1,2	3,1	5,9	1,5
Personnel de banques	1,0	0,0	0,6		0,1	0,1
Total	213,4	198,0	146,1	148,1	178,4	277,0

Tableau 7.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	210,6	192,2	143,7	140,7	173,1	276,9
Epargne à régime spécial			0,0	0,0		0,1
Bon de caisse	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	0,0
Certificat de dépôt	2,7					0,0
Autres		5,8	2,3	7,1	5,3	0,0
Total	213,4	198,0	146,1	148,1	178,4	277,0

Tableau 7.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	23,8	6,4	13,0	10,6	32,8	10,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	73,3	53,3	22,5	24,7	51,5	13,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	20,6	15,3	15,0	24,9	21,3	12,5
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	28,2	42,3	19,4	43,7	24,8	34,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	18,0	12,6	8,4	16,6	3,5	0,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	34,7	62,8	51,5	16,9	31,0	9,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,4	0,1	1,2	6,0	13,6	10,2
Non déterminée	14,4	5,2	15,3	4,6		185,7
Total	213,4	198,0	146,1	148,1	178,4	277,0

7.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	5,76	5,61	5,14	5,86	4,62	5,62
Particuliers	5,52	4,89	5,29	5,26	5,19	4,54
Clientèle financière	5,52	5,02	5,63	5,73	5,98	5,09
Sociétés d'Etat et EPIC	6,14	5,55	5,87	5,91	5,68	5,84
Assurances-Caisses de retraite	6,49	6,58	6,63	6,17	6,30	6,40
Entreprises privées du secteur productif	6,19	5,70	5,35	5,88	5,59	5,25
Entreprises individuelles	5,68	6,09	6,04	5,91	5,98	5,95
Coopératives et groupements villageois	4,31	5,61	5,24	3,85	3,82	6,58
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,12	4,62	4,52	4,24	4,26	6,16
Personnel de banques	3,50	5,00	3,82		5,00	5,57
Total	5,98	5,70	5,70	5,82	5,65	5,51

Tableau 7.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,98	5,72	5,69	5,81	5,65	5,51
Epargne à régime spécial			4,00	4,37		5,17
Bon de caisse	3,96	4,08	3,77	4,41	3,84	
Certificat de dépôt	6,00					
Autres		5,01	6,59	6,10	5,67	
Total	5,98	5,70	5,70	5,82	5,65	5,51

Tableau 7.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	6,31	4,75	5,71	5,69	6,07	5,18
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,77	5,57	5,70	6,24	5,79	5,58
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,93	4,46	5,40	5,48	5,45	5,88
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,90	5,61	5,47	5,68	5,01	5,15
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,78	6,22	6,17	6,06	6,05	5,32
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,23	6,09	5,60	5,85	5,22	6,33
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,97	5,08	6,05	6,22	6,50	5,83
Non déterminée	6,39	6,60	6,31	5,45		5,51
Total	5,98	5,70	5,70	5,82	5,65	5,51

8. SENEGAL**8.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 8.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	111,0	333,6	496,1	430,8	518,2	569,4
Particuliers	299,6	454,4	322,2	333,1	412,4	560,6
Clientèle financière	22,2	17,6	20,4	16,3	6,6	11,0
Sociétés d'Etat et EPIC	91,3	55,1	475,1	52,4	57,3	259,3
Assurances-Caisses de retraite	25,7	42,8	64,3	98,5	81,2	36,9
Entreprises privées du secteur productif	2 019,4	2 051,7	2 520,7	3 459,4	3 293,6	3 000,0
Entreprises individuelles	47,9	37,6	52,8	54,0	77,4	156,1
Coopératives et groupements villageois	31,9	41,8	52,3	40,9	62,5	1,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	79,8	8,0	72,8	67,5	87,0	3,3
Personnels des banques	17,2	15,2	16,5	19,4	14,1	30,5
Total	2 746,1	3 057,8	4 093,1	4 572,4	4 610,4	4 628,7

Tableau 8.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	61,6	48,0	47,4	64,2	71,6	351,0
Exportation	10,2	5,9	65,4	88,7	24,9	
Equipement	121,6	210,2	196,3	492,2	335,0	387,9
Consommation	246,1	267,9	281,3	246,1	241,8	471,2
Trésorerie	1 896,3	2 085,4	3 018,6	3 488,8	3 534,0	1 829,1
Autres	410,3	440,4	484,2	192,3	403,1	1 589,5
Total	2 746,1	3 057,8	4 093,1	4 572,4	4 610,4	4 628,7

Tableau 8.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	919,3	1 075,6	1 572,3	2 020,2	1 786,2	2 135,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	762,4	594,1	1 000,0	888,5	1 031,3	387,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	165,9	253,7	339,9	163,0	212,5	254,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	165,7	284,6	324,3	436,7	383,6	273,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	132,5	97,0	190,3	99,5	107,9	344,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	436,0	424,7	455,6	437,7	708,3	696,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	142,5	304,2	194,4	379,0	359,2	459,8
Plus de 10 ans	21,9	23,9	16,3	147,6	21,4	77,3
Total	2 746,1	3 057,8	4 093,1	4 572,4	4 610,4	4 628,7

8.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	5,38	6,23	6,14	5,88	6,06	5,21
Particuliers	9,01	8,45	7,77	8,55	8,15	7,80
Clientèle financière	8,02	6,67	7,78	7,58	7,41	5,80
Sociétés d'Etat et EPIC	6,22	5,82	5,61	6,25	6,98	6,26
Assurances-Caisses de retraite	8,26	7,24	7,86	7,60	7,41	6,27
Entreprises privées du secteur productif	4,89	5,25	5,32	5,31	5,27	5,32
Entreprises individuelles	9,69	10,15	10,35	9,49	8,86	7,92
Coopératives et groupements villageois	8,35	8,97	9,74	9,45	8,01	8,61
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,53	9,80	10,35	9,98	8,86	8,36
Personnels des banques	2,27	2,08	2,27	1,98	1,97	1,98
Total	5,67	5,98	5,89	5,81	5,84	5,76

Tableau 8.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	7,59	7,62	7,63	7,60	7,37	6,23
Exportation	6,69	8,26	5,13	5,24	5,49	
Equipement	8,11	7,57	7,85	7,37	7,32	6,80
Consommation	8,21	7,87	8,18	8,08	8,22	7,16
Trésorerie	4,76	5,15	5,28	5,25	5,39	4,50
Autres	7,34	7,79	7,56	8,65	6,87	6,36
Total	5,67	5,98	5,89	5,81	5,84	5,76

Tableau 8.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	3,76	4,03	4,61	4,73	4,58	4,79
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,77	5,46	5,46	5,44	5,37	5,01
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,65	6,82	6,98	8,33	7,36	6,20
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,52	8,28	8,18	7,26	7,53	7,67
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6,59	7,87	6,70	7,98	7,89	6,32
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,30	8,00	7,48	7,40	7,17	6,78
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,48	7,66	8,34	7,76	7,47	7,16
Plus de 10 ans	4,76	5,76	5,24	4,43	5,85	6,44
Total	5,67	5,98	5,89	5,81	5,84	5,76

8.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 8.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	220,5	131,5	117,9	97,8	392,3	83,2
Particuliers	287,8	857,5	375,2	390,5	570,3	1695,4
Clientèle financière	365,3	497,0	150,1	262,6	320,6	64,1
Sociétés d'Etat et EPIC	94,7	199,4	60,2	117,1	63,1	210,4
Assurances-Caisses de retraite	214,4	135,3	95,7	151,0	175,1	1024,4
Entreprises privées du secteur productif	491,5	650,0	402,4	585,2	667,5	781,9
Entreprises individuelles	9,5	14,2	10,5	18,9	39,7	119,0
Coopératives et groupements villageois	30,5	9,5	22,3	8,3	20,9	23,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	42,6	16,1	43,1	31,6	90,6	5,1
personnel des banques	0,6	0,2	0,5	0,8	0,2	0,5
Total	1 757,3	2 510,8	1 277,9	1 663,8	2 340,2	4 007,9

Tableau 8.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	1742,3	2501,1	1265,5	1635,0	2094,9	3991,8
Epargne à régime spécial	6,2	7,6	10,3	26,7	241,3	10,2
Bon de caisse	3,1	1,2	2,0	1,9		
Certificat de dépôt	0,2					
Autres	5,5	0,8	0,1	0,2	3,9	5,9
Total	1 757,3	2 510,8	1 277,9	1 663,8	2 340,2	4 007,9

Tableau 8.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	318,5	382,7	158,9	320,8	912,7	634,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	365,9	314,3	219,5	317,9	326,4	456,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	265,7	916,0	265,6	275,1	304,4	156,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	198,2	214,5	182,0	166,8	181,7	219,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	118,9	209,6	100,4	136,7	124,2	879,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	167,5	301,7	211,1	265,5	284,6	1058,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	319,0	169,7	137,5	145,7	194,8	503,3
Non déterminée	3,7	2,3	2,7	35,3	11,5	99,6
Total	1 757,3	2 510,8	1 277,9	1 663,8	2 340,2	4 007,9

8.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	4,77	5,02	5,71	5,87	3,23	6,18
Particuliers	4,79	4,98	4,94	4,94	4,45	5,09
Clientèle financière	5,26	5,28	5,95	4,78	4,31	5,73
Sociétés d'Etat et EPIC	6,08	5,35	5,50	5,66	5,92	5,16
Assurances-Caisses de retraite	5,70	5,18	5,32	5,32	4,31	6,36
Entreprises privées du secteur productif	5,83	5,17	5,74	5,87	5,89	5,67
Entreprises individuelles	4,36	4,63	4,85	5,12	4,68	5,03
Coopératives et groupements villageois	5,45	4,97	6,02	5,66	5,42	6,25
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,49	4,69	4,99	4,75	3,60	6,30
Personnel des banques	3,69	3,85	4,37	4,84	3,70	4,44
Total	5,38	5,13	5,46	5,39	4,65	5,57

Tableau 8.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,39	5,13	5,48	5,40	4,76	5,58
Epargne à régime spécial	3,43	3,42	3,28	4,35	3,74	3,29
Bon de caisse	2,51	2,40	2,71	4,92		
Certificat de dépôt	5,50					
Autres	5,33	4,57	4,50	4,67	0,36	1,28
Total	5,38	5,13	5,46	5,39	4,65	5,57

Tableau 8.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	5,23	4,93	5,15	4,45	2,94	5,72
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,41	5,13	5,60	5,58	5,89	4,97
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,70	5,27	5,76	5,83	5,85	4,91
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,91	5,22	5,26	5,23	4,92	4,70
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,94	4,41	4,74	5,21	5,34	6,38
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,58	5,43	5,47	5,72	5,67	5,56
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,58	5,03	5,75	5,96	6,42	5,07
Non déterminée	5,86	4,03	5,75	5,22	5,99	5,79
Total	5,38	5,13	5,46	5,39	4,65	5,57

9. TOGO**9.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 9.1.1. Répartition par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	20,8	25,5	69,7	28,9	46,6	34,3
Particuliers	138,1	141,9	124,2	133,9	125,9	170,4
Clientèle financière	9,6	15,9	0,8	0,1	2,1	1,5
Sociétés d'Etat et EPIC	15,1	18,3	54,3	46,1	8,2	22,8
Assurances-Caisses de retraite	1,7	0,2	13,9	12,8	1,1	2,5
Entreprises privées du secteur productif	402,0	360,6	335,8	366,5	378,4	466,9
Entreprises individuelles	68,3	63,6	51,8	63,1	43,4	100,5
Coopératives et groupements villageois	0,7	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,5	1,1	1,8	1,2	1,1	1,4
Personnels des banques	6,7	8,7	7,7	9,6	8,9	12,3
Total	664,4	636,2	660,2	662,4	615,8	812,9

Tableau 9.1.2. Répartition par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	40,7	23,0	14,9	20,9	20,3	394,2
Exportation	4,6	1,6	0,1	1,3	1,6	0,0
Equipement	102,2	39,3	64,8	97,4	104,8	108,2
Consommation	129,1	131,2	117,0	122,6	114,4	65,2
Trésorerie	275,2	327,9	312,2	344,3	285,8	118,7
Autres	112,6	113,2	151,3	75,9	88,9	126,6
Total	664,4	636,2	660,2	662,4	615,8	812,9

Tableau 9.1.3. Répartition par durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	85,9	71,0	81,1	116,0	114,9	196,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	53,4	79,7	44,0	86,3	49,3	36,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	102,9	97,1	71,3	52,8	55,7	62,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	57,8	85,5	93,1	67,3	111,5	43,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	41,9	69,4	77,7	62,5	31,0	109,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	122,7	103,0	164,9	126,7	109,3	159,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	195,6	116,2	123,5	142,8	137,2	195,4
Plus de 10 ans	4,3	14,2	4,6	8,0	6,9	10,9
Total	664,4	636,2	660,2	662,4	615,8	812,9

9.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	7,55	7,04	7,17	5,91	6,38	6,69
Particuliers	8,94	8,71	8,80	8,74	8,68	8,11
Clientèle financière	7,89	7,10	6,09	3,00	7,01	7,23
Sociétés d'Etat et EPIC	7,47	7,44	6,95	6,70	6,65	7,26
Assurances-Caisses de retraite	7,16	9,74	7,23	7,42	8,44	5,03
Entreprises privées du secteur productif	8,02	7,85	8,25	7,36	7,27	7,35
Entreprises individuelles	9,80	9,68	9,74	9,65	9,58	8,38
Coopératives et groupements villageois	7,83	9,15	7,89	8,41	9,47	7,00
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,62	7,29	7,36	6,95	6,92	7,81
Personnels des banques	3,23	3,42	3,08	3,36	3,63	3,27
Total	8,31	8,10	8,16	7,69	7,60	7,54

Tableau 9.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Habitation	7,57	8,78	8,42	7,64	8,31	7,61
Exportation	6,22	8,55	9,00	8,02	9,38	8,40
Equipement	7,90	7,19	8,63	7,02	7,25	7,59
Consommation	8,69	8,41	8,47	8,50	8,36	8,03
Trésorerie	8,43	8,28	8,27	7,76	7,45	7,36
Autres	8,32	7,38	7,48	6,88	7,31	7,18
Total	8,31	8,10	8,16	7,69	7,60	7,54

Tableau 9.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	9,24	9,17	9,44	8,06	7,33	7,62
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	8,72	8,08	8,03	7,18	6,35	8,02
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,79	8,28	7,60	8,29	8,13	7,87
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,00	7,80	8,14	7,89	7,35	8,12
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,34	7,53	8,69	7,39	7,50	7,00
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,41	8,01	7,69	7,35	7,77	7,48
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,37	8,11	8,13	7,93	8,24	7,60
Plus de 10 ans	5,22	6,83	5,16	5,40	5,53	5,26
Total	8,31	8,10	8,16	7,69	7,60	7,54

9.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 9.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	128,8	107,8	202,2	291,3	406,3	477,3
Particuliers	601,4	180,8	173,2	173,5	170,8	160,8
Clientèle financière	318,8	257,8	166,9	125,9	128,6	55,7
Sociétés d'Etat et EPIC	164,7	123,4	99,0	69,4	102,6	56,0
Assurances-Caisses de retraite	171,1	202,3	224,4	204,5	181,2	256,1
Entreprises privées du secteur productif	249,1	313,9	285,9	298,7	270,3	297,4
Entreprises individuelles	23,6	35,0	34,7	29,2	57,3	41,0
Coopératives et groupements villageois	48,9	20,6	28,7	27,2	33,4	86,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	31,4	9,6	17,8	30,2	19,8	27,0
Personnel de banques	4,7	3,2	1,8	0,6		
Total	1 742,4	1 254,4	1 234,6	1 250,7	1 370,4	1 458,0

Tableau 9.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	1742,4	1253,4	1234,6	1250,6	1368,4	1457,4
Epargne à régime spécial		1,0			0,0	
Bon de caisse					2,0	0,4
Certificat de dépôt					0,0	
Autres				0,0		0,3
Total	1 742,4	1 254,4	1 234,6	1 250,7	1 370,4	1 458,0

Tableau 9.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	343,7	389,4	432,3	485,2	612,9	669,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	398,9	368,4	250,7	246,8	257,5	278,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	230,0	175,1	163,1	141,3	160,0	126,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	525,9	113,9	144,6	140,9	139,0	181,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	52,0	24,4	9,8	11,1	25,8	29,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	170,0	133,3	159,6	178,8	107,7	136,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	21,9	49,9	74,4	46,6	67,4	35,7
Non déterminée						0,8
Total	1 742,4	1 254,4	1 234,6	1 250,7	1 370,4	1 458,0

9.4. TAUX D'INTERET CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Etat et organismes assimilés	5,32	5,37	5,62	5,60	5,73	5,92
Particuliers	5,30	4,77	5,13	5,11	5,05	5,47
Clientèle financière	6,28	6,07	7,06	6,38	6,27	5,81
Sociétés d'Etat et EPIC	5,62	5,35	6,02	5,84	5,98	5,89
Assurances-Caisses de retraite	5,87	5,66	5,67	5,69	5,84	5,95
Entreprises privées du secteur productif	5,33	5,21	5,35	5,36	5,33	5,56
Entreprises individuelles	4,96	4,48	4,31	4,82	5,18	4,75
Coopératives et groupements villageois	5,53	5,65	5,87	5,87	5,86	5,38
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,58	4,70	5,33	5,47	4,74	5,64
Personnel de banques	4,10	3,92	5,80	5,83		
Total	5,56	5,40	5,69	5,57	5,62	5,73

Tableau 9.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôt à terme	5,56	5,40	5,69	5,57	5,62	5,73
Epargne à régime spécial		6,15			5,00	
Bon de caisse					6,25	2,99
Certificat de dépôt					4,40	
Autres				4,00		4,88
Total	5,56	5,40	5,69	5,57	5,62	5,73

Tableau 9.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2016	2017	2018	2019	2020	2021
inf ou égale à 1 mois	4,73	4,85	5,18	5,34	5,45	5,60
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,91	5,43	5,63	5,44	5,44	5,76
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,83	6,00	6,59	5,91	6,03	5,80
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,52	5,46	5,68	5,86	5,82	5,73
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,86	5,92	5,65	5,15	5,81	6,08
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,12	5,72	6,14	5,78	6,02	6,13
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,25	6,18	5,97	5,95	5,66	5,81
Non déterminée						4,49
Total	5,56	5,40	5,69	5,57	5,62	5,73



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int